

BERNIER, MARCEL

Volume 1, Partie 2

C.C. 947

CAPITAL CASE

1966

C.C. 947

Department of Justice

Name of Accused:

MARCEL BERNIER

Convicted of:

Capital murder

At

Shawinigan, P.Q.

On

February 24, 1966

Date Set for Execution

The Hon. Mr. Justice Paul Lesage

Trial Judge

APPEALS

COURT OF APPEAL

SUPREME COURT OF CANADA

Entered

Entered

Judgment Given on

Judgment Given on

Decision

Decision

Reprieved from

to

by

EXECUTED

COMMUTED

At

On

On

To

At

REPORTS TO BE OBTAINED IN EACH CAPITAL CASE

NAME: MARCEL BERNIER C.C.No. 9 4 7

DATE OF EXECUTION: July 22, 1966.

REPRIEVED TO: 1. _____ 4. _____
2. _____ 5. _____
3. _____ 6. _____

DATE REQUESTED DATE RECEIVED

TRIAL JUDGE'S REPORT		7/6/66	16/6/66
TRANSCRIPT OF EVIDENCE		2/3/66	
R.C.M.P. IDENTIFICATION BRANCH REPORT		2/3/66	10/3/66
POLICE INVESTIGATION REPORT		16/11/67 2/3/66	
INSTITUTIONAL REPORT		2/3/66	10/3/66
DOCUMENTARY EXHIBITS OR PHOTOGRAPHS		2/3/66	
CROWN ATTORNEY'S REPORT		16/11/67 2/3/66	
MILITARY RECORDS			
PENITENTIARY FILE		19/4/66	received
NATIONAL PAROLE BOARD FILE			
REASONS FOR JUDGMENT	COURT OF APPEAL		
	SUPREME COURT OF CANADA		
PSYCHIATRIC REPORTS:			
(1) DEPUTY ATTORNEY-GENERAL			
(2) DEFENCE COUNSEL			
(3) PSYCHIATRIST FOR JUSTICE DEPT.			
(4) PSYCHIATRIST (LOCAL) FOR JUSTICE DEPT.			

2/3/66
16/11/67

JAB:gd

Ottawa 4, ce 2 mars 1966.

C.C. 947
Marcel Bernier

Cher monsieur,

L'Honorable Juge Paul Lesage a condamné le précité à la peine capitale, le 24 février 1966, à la suite d'un procès pour meurtre qualifié. L'Honorable Juge Lesage a fixé la date de l'exécution de Bernier au 22 juillet 1966.

Comme nous n'avons pas encore reçu la transcription de la preuve se rapportant au procès ci-haut mentionné, nous vous serions donc reconnaissants si vous pouviez faire en sorte qu'une copie nous parvienne le plus tôt possible.

Pourriez-vous également nous faire parvenir une copie du rapport de l'enquête de la police dans cette affaire; des photographies se rapportant au crime, qui pourraient avoir été produites comme exhibits, de tout plan ou croquis, produit comme exhibit, indiquant les endroits pertinents de la scène du crime, une copie du rapport du psychiatre de la Couronne et une copie du rapport préparé par le médecin légiste qui a procédé à l'autopsie du cadavre de la victime. Pourriez-vous également nous faire parvenir les commentaires que le Substitut de la Couronne dans cette cause pourrait considérer comme pouvant aider le Solliciteur général à préparer son rapport pour ses collègues du Cabinet lorsque toutes les procédures légales auront été exploitées ou abandonnées.

Nous apprécierions beaucoup que votre ministère nous fournisse tous autres documents ou informations ou encore tous autres commentaires qu'il croirait utiles d'ajouter.

M. Julien Chouinard, c.r.,
Sous-ministre,
Ministère de la Justice de
la Province de Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec, P.Q.

.....2/

Je vous remercie à nouveau pour votre habituelle et
aimable collaboration et vous prie d'agréer mes salutations
distinguées.

Votre tout dévoué,

J. A. Bélisle,
pour le Directeur,
Section de droit pénal.

JAB:gd

Ottawa 4, March 2, 1966.

C.C. 947
Marcel Bernier

Dear Sir:

On February 24, 1966, at Montreal, in the Province of Quebec, the death penalty was imposed on the above-named person as a result of his conviction on a charge of capital murder.

I should be glad if you would let me have a copy of any previous records of conviction which you may have pertaining to this accused, as well as photographs of him should these be available.

Yours truly,

J. A. Belisle,
for Director,
Criminal Law Section.

The Commissioner,
Royal Canadian Mounted Police,
Ottawa, Ontario.

JAB:gd

Ottawa 4, ce 2 mars 1966.

C.C. 947
Marcel Bernier

Cher monsieur,

Auriez-vous l'obligeance de compléter la formule ci-incluse au sujet de Marcel Bernier, récemment condamné à la peine capitale pour le meurtre de Denise Therrien. Les informations demandées nous sont absolument nécessaires pour la constitution de notre dossier dans cette affaire.

Selon nos renseignements, Marcel Bernier est présentement détenu à la prison de Bordeaux.

Vous remerciant d'avance de votre collaboration, je demeure,

Votre tout dévoué,

J. A. Belisle,
pour le Directeur,
Section de droit pénal.

Me. Bernard Sarrazin, C.R.,
Shérif,
Nouveau Palais de Justice,
100 est, rue Notre-Dame,
Montréal, Québec.



PRISON DE MONTREAL
D89399 5 5 1065
000009

#581706.

FPS #581706 Marcel BERNIER

000010

2008203249

A031234

2008303249

1

ALL CORRESPONDENCE TO
BE ADDRESSED:
THE COMMISSIONER
ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE
OTTAWA 7, CANADA

ATTENTION: IDENTIFICATION BRANCH



HEADQUARTERS - DIRECTION GÉNÉRALE

TOUTE CORRESPONDANCE DOIT
ÊTRE ADRESSÉE COMME SUIT:
LE COMMISSAIRE
GENDARMERIE ROYALE DU CANADA
OTTAWA 7, CANADA

AUX SOINS DU SERVICE DE L'IDENTITÉ JUDICIAIRE

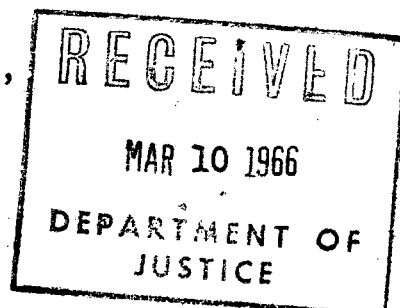
YOUR NO. C.C. 947
VOTRE N°

OTTAWA 7, CANADA

OUR NO. 66-HQ-400-Q-2
NOTRE N°

March 9, 1966.

The Director,
Criminal Law Section,
Dept. of Justice,
Ottawa, 4, Ont.



Re: Marcel BERNIER FPS 581706

In compliance with your request via ☒ letter, ☐ wire, ☐ telephone,
dated Mar. 2, 1966. , please be advised as follows:

2. ☒ Attached is (are):

☒ Criminal record(s) ☒ Photo(s) ☐ Fingerprints

3. ☐ Cannot be identified on basis of name search - please forward fingerprints for positive identification or elimination. If fingerprints not available, detailed description required.

4. ☐ Fingerprints searched through our Fingerprint Bureau. No record.

5. ☐ Fingerprints returned, our file cancelled.

Supt.,
Officer in Charge,
Identification Branch.

CONFIDENTIAL
RECORD

ALL CORRESPONDENCE TO BE ADDRESSED: -

THE COMMISSIONER,
P.C.M. POLICE,
OTTAWA

ATTENTION: IDENTIFICATION BRANCH



MARCH 4/66.

IDENTIFICATION BRANCH
- A NATIONAL POLICE SERVICE -

Steinhilber
OFFICER IN CHARGE, SUPT.,
IDENTIFICATION BRANCH.

F.P.S. NO. 581706.

DATE OF SENTENCE PLACE OF CONVICTION	CHARGES	DISPOSITION	NAME AND NUMBER
1942 - DEC. 22 LA TUQUE, QUE.	REFUSE TO PAY BOARD	PAY \$10. BOARD & \$9. FINE 1/D 1 MO.	MARCEL BERNIER. PD. #2146.
1943 - JAN. 15 SHAWINIGAN FALLS, QUE.	THEFT BY BREAKING INTO	12 MOS.	QPP. #18578
1943 - SEPT. 21.		UNCONDITIONAL RELEASE AUTHORIZED.	
*1945 - JAN. 10 TROIIS-RIVIERES, QUE.	THEFT	2 MOS.	MARCEL JEAN LOUIS BERNIER QPP. #18578
1945 - JULY 13 SHAWINIGAN, QUE.	ROBBERY WHILE ARMED.	3 YRS.	ST. VINCENT DE PAUL PEN. #4130
1945 - AUG. 7 ROBERVAL, QUE.	(1) ROBBERY WHILE ARMED. (2) ESCAPE	(1) 5 YRS. CONC. WITH SENT. DATED JULY 13/45. (2) 2 YRS. CONSEC.	
1951 - FEB. 22.		RELEASED ON EXPIRATION OF SENTENCE.	
1963 - OCT. 31 TROIIS-RIVIERES, QUE. (SOCIAL WELFARE COURT)	BREACH OF THE JUVENILE DELINQUENT'S ACT, SEC. 33 (IMMORALITY)	6 MOS.	QPP. #173.
1964 - JAN. 9 MONTREAL, QUE. (SOCIAL WELFARE COURT)	BREACH OF THE JUVENILE DELINQUENT'S ACT, SEC. 33	DISMISSED.	PD. #88853.
THIS RECORD MAY OR MAY NOT PERTAIN TO THE SUBJECT OF YOUR ENQUIRY. POSITIVE IDENTIFICATION CAN ONLY BE CONFIRMED THROUGH SUBMISSION OF FINGERPRINTS.			



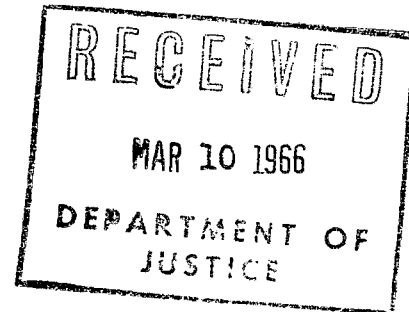
BUREAU DU SHÉRIF

PALAIS DE JUSTICE

Montréal, le 9 mars 1966.

Monsieur le Directeur,
Section de droit pénal,
Ministère de la Justice,
Ottawa 4, Ont.

Att.: M. J.A. Bélisle.



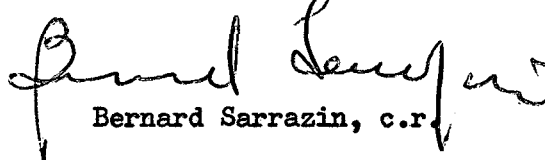
Sujet: C.C. 947 Marcel Bernier.

Monsieur,

Tel que demandé dans votre lettre du
2 mars courant, vous trouverez avec ceci, dûment complétée et
signée, la formule concernant le précité, récemment condamné à
la peine capitale pour le meurtre de Denise Therrien.

Veillez me croire,
Votre dévoué,

Le shérif du district de Montréal.


Bernard Sarrazin, c.r.

BS/gp.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Cause capitale Dossier N°: _____

A: _____

Prière de nous fournir sous votre signature et par retour du courrier les renseignements suivants
au sujet de..... BERNIER Marcel...... actuellement sous sentence de mort.

(a) Date et année de naissance: <u>24 mars 1922</u>	(b) Lieu de naissance: <u>Ste-Geneviève</u>
(c) S'il n'est pas Canadien, date d'arrivée au Canada: <u>ni,</u>	
(d) Si naturalisé, où et quand: <u>nil</u>	
(e) Nationalité des parents: <u>père c.f.</u>	<u>mère c.f.</u>
(f) Sont-ils vivants ou décédés: <u>père déc.</u>	<u>mère déc.</u>
(g) S'ils sont vivants, nom et adresse: <u>nil</u>	
(h) État matrimonial: <u>marie</u>	(i) Religion: <u>cath,</u>
(j) Nom et adresse du conjoint: <u>Auger Gabrielle, 2028 St-Laurent, Shawinigan,</u>	
(k) Le détenu sait-il lire: <u>oui</u>	Écrire: <u>oui</u> Quelle langue parle-t-il? <u>fr.,</u>
(l) Vétérán: <u>non</u>	pensionné: <u>non</u>
Indiquez son numéro régimentaire: <u>nil</u>	
(m) Date de l'offense: <u>le ou vers le 8 août 1961</u>	
(n) Lieu et date du procès: <u>24 février 1966,</u>	
(o) Date désignée pour l'exécution: <u>22 juillet 1966,</u>	
(p) Y a-t-il eu appel en cette cause: <u>non,</u>	
(q) Nom du juge: <u>Paul Lesage, juge de la Cour du Banc de la R.,</u>	
(r) Nom du corps de Police qui fit enquête: <u>provinciale,</u>	
(s) Si le détenu avait des complices, donnez leurs noms et les détails de leurs sentences: <u>non</u>	
(t) Si des condamnations antérieures existent, indiquez nature, endroits et dates: (Prière d'indiquer No. F.P.S. s'il vous est connu): <u>581706</u>	
(u) Rapport du médecin de l'institution sur la condition physique et mentale:	

Physique normal.

7/3/66

Juleschumbault

(Signature du médecin)

Bernard Sarrazin, p.r.

(Signature du Shérif (ou Gouverneur))

le 9 mars 1966.
Date du rapport

Shérif du district de Montré000015



BUREAU DU GREFFIER

PALAIS DE JUSTICE

RECEIVED

MAR 7 1966

DEPARTMENT OF
JUSTICE

Shawinigan, 5 mars 1966.

Sous-Ministre de la Justice,
Hôtel du Gouvernement,
Ottawa, Ont.

re: Cause 11098 LA REINE VS MARCEL BERNIER

Monsieur le Sous-Ministre,

En date du 24 février dernier l'inculpé en la cause ci-dessus, accusé de meurtre qualifié, fut trouvé coupable et condamné selon la loi.

Ci-après je vous cite le dernier paragraphe du procès-verbal du Juge Paul Lesage, qui présidait les Assises Criminelles.

"Marcel Bernier, vous serez détenu au lieu que les autorités décideront et de là, vous serez conduit à l'endroit prévu pour l'exécution le 22 juillet 1966, et là vous serez pendu par le cou jusqu'à ce que mort s'ensuive. Que Dieu ait pitié de votre âme".

Votre bien dévoué,

GREFFIER DE LA COURONNE,
district de St-Maurice.

N.B. Aussitôt que nous aurons reçu la transcription des notes sténographiques nous vous en ferons parvenir une copie.



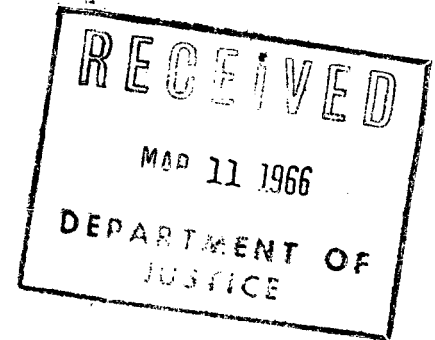
MINISTÈRE DE LA JUSTICE
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

CONTENTIEUX CRIMINEL

CABINET DU SOUS-MINISTRE ASSOCIÉ.

Québec, 9 mars 1966

Monsieur J. A. Belisle,
Section de droit pénal,
Ministère de la Justice,
OTTAWA, Ontario



C. C. 947
Marcel BERNIER
39-114/61

Cher monsieur,

Pour faire suite à votre lettre du 2 mars 1966, nous donnons des instructions pour qu'une copie du dossier conjoint vous soit transmise dès qu'il aura été confectionné; vous y noterez que le procureur de la Couronne, Me Jean Bienvenue, a fait des commentaires qui vous seront sans aucun doute très utiles.

Ce dernier, au surplus, se chargera de vous faire des commentaires additionnels en temps opportun et de vous soumettre tous documents pertinents.

Votre bien dévoué,

Ivan Mignault

IVAN MIGNAULT
Sous-ministre associé

JT

BEST COPY AVAILABLE

Ottawa 4, April 19, 1966.

C.C. 943
Roger Chevalier
C.C. 933
Claude Levasseur
C.C. 937
Jacques & Roland Poirier
C.C. 940
Robert Gollin
C.C. 944
Roger Poirier
C.C. 947
Marcel Bernier
C.C. 945
William (Bill) Tamm
C.C. 949
Claude Martin

Dear Sir:

The above-mentioned persons have been convicted of capital murder and sentenced to hang.

We would appreciate very much to receive your files regarding same since, according to the information we have, they have previous criminal records.

Thanking you for your co-operation, I remain,

Yours truly,

J. A. Belisle,
for Director,
Criminal Law Section.

Mr. T. George Street, C.C.,
Chairman,
National Parole Board,
116 Elgar Street,
Ottawa, Ontario.

DEPARTMENT OF JUSTICE

JAD:gt

Ottawa 4, April 19, 1966.

MEMORANDUM FOR: THE COMMISSIONER OF PENITENTIARIES

FROM: J. A. Bellisle
Criminal Law Section.

BEST COPY AVAILABLE

C.C. 943
 RM Roger Chevalier
 C.C. 933
 Claude Lavoie
 C.C. 937
 Jacques & Roland Poirier
 C.C. 940
 Robert Collins
 C.C. 944
 Roger Poirier
 C.C. 947
 Marcel Boudier
 C.C. 945
 William (Bill) Dumas
 C.C. 949
Claude Martin

The above-mentioned persons have been convicted of capital murder and sentenced to hang.

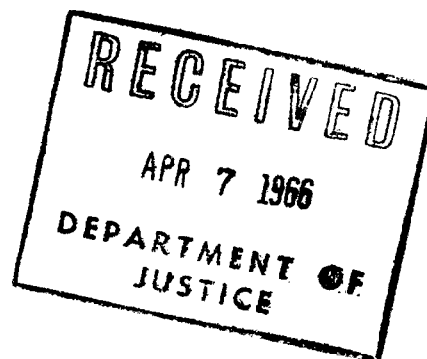
We would appreciate very much to receive your files regarding same since, according to the information we have, they have previous criminal records.

Thank you for your co-operation.

J. A. Bellisle.



BUREAU DU GREFFIER
PALAIS DE JUSTICE



Shawinigan, 5 avril 1966.

M. le Sous-Ministre de la Justice,
Hôtel du Gouvernement,
Ottawa, Ont.

re: CAUSE NO 11098 LA REINE VS MARCEL BERNIER

Monsieur le Sous-Ministre,

Tel qu'inscrit au bas de notre lettre
du 5 mars dernier nous vous envoyons sous pli copie de la trans-
cription des notes sténographiques dans la cause ci-dessus
ainsi que les comptes des deux sténographes en triplicata.

Votre bien dévoué,

GREFFIER DE LA COURONNE,
district de St-Maurice.

JAB:gd

Ottawa 4, ce 22 avril 1966.

C.C. 947
Marcel Bernier

Cher monsieur,

Vous trouverez sous pli copie de la transcription des notes sténographiques dans la cause ci-haut mentionnée qui vous sont retournées puisque, en tant que telles, elles ne nous seront d'aucune utilité.

En effet, le Ministre de la Justice a normalement besoin du dossier conjoint et non de la transcription des notes seulement. Je voudrais ajouter que nous nous adressons normalement au ministère de la Justice de la province de Québec qui, dans ce cas comme dans les autres, nous fournit les copies dont nous avons besoin.

Je vous remercie de votre bonne collaboration et regrette encore une fois que les notes sténographiques que vous nous avez fait parvenir ne puissent pas faire l'affaire.

Votre tout dévoué,

J. A. Belisle,
pour le Directeur,
Section de droit pénal.

Monsieur Anatole Rainville,
Greffier de la Couronne,
District de St-Maurice,
Palais de Justice,
Shawinigan, Québec.

JAB:gd

Ottawa 4, ce 22 avril 1966.

C.C. 947
Marcel Bernier

Cher monsieur,

Vous trouverez sous pli copie de la transcription des notes sténographiques dans la cause ci-haut mentionnée qui vous sont retournées puisque, en tant que telles, elles ne nous seront d'aucune utilité.

En effet, le Ministre de la Justice a normalement besoin du dossier conjoint et non de la transcription des notes seulement. Je voudrais ajouter que nous nous adressons normalement au ministère de la Justice de la province de Québec qui, dans ce cas comme dans les autres, nous fournit les copies dont nous avons besoin.

Je vous remercie de votre bonne collaboration et regrette encore une fois que les notes sténographiques que vous nous avez fait parvenir ne puissent pas faire l'affaire.

Votre tout dévoué,

J. A. Belisle,
pour le Directeur,
Section de droit pénal.

Monsieur Anatole Rainville,
Greffier de la Couronne,
District de St-Maurice,
Palais de Justice,
Shawinigan, Québec.

AB:gd

Ottawa 4, ce 7 juin 1966.

C.C. 947
Sujet: Marcel Bernier

Monsieur le Juge,

Le 24 février 1966, vous avez condamné à la peine de mort le dénommé Marcel Bernier.

Pourriez-vous faire parvenir au Ministre de la Justice un rapport de cette affaire en la manière édictée par l'article 643(1) du Code Criminel.

Vous remerciant de votre collaboration, je vous prie de me croire,

Votre tout dévoué,

J.A. Bélisle,
pour le Directeur,
Section de droit pénal.

L'Honorable Juge Paul Lesage,
Nouveau Palais de Justice,
100 est, rue Notre-Dame,
Montréal, Québec.

Ottawa 4, ce 7 juin 1966.

C.C. 947

Sujet: Marcel Bernier

Cher monsieur,

Le 24 février 1966, l'honorable Juge Paul Lesage a condamné à la peine capitale Marcel Bernier et a fixé la date de l'exécution au 22 juillet prochain.

Comme il semble que cette cause ne pourra pas être plaidée devant la Cour d'appel avant le terme du mois d'octobre et qu'il y aura nécessairement sursis de la sentence, nous apprécierions si vous pouviez nous faire connaître la date à laquelle la sentence sera portée.

Votre tout dévoué,

J. A. Belisle,
pour le Directeur,
Section de droit pénal.

Me Julien Chouinard, c.r.,
Sous-ministre,
Ministère de la Justice,
Hôtel du Gouvernement,
Québec, P.Q.



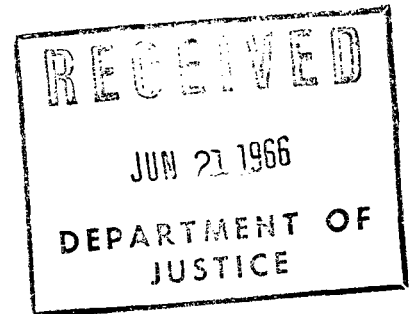
MINISTÈRE DE LA JUSTICE
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

CONTENTIEUX CRIMINEL

CABINET DU SOUS-MINISTRE ASSOCIÉ.

Québec, 17 juin 1966

M. le Directeur,
Section de Droit pénal,
Ministère de la Justice,
OTTAWA, Ont.



C. C. 947 - Marcel Bernier
n/doss. MJ. 39-114/61

Cher monsieur,

J'accuse réception de votre lettre du 7 juin 1966 et je désire vous informer que la Couronne présentera incessamment une motion pour sursis d'exécution et suggèrera à la Cour de reporter l'exécution à la fin du mois de novembre, à une date qu'il lui plaira de fixer.

Dès que cette date sera déterminée, nous vous en aviserons immédiatement.

Bien à vous,

Ivan Mignault

IVAN MIGNAULT
Sous-ministre associé

JT

OFFICE OF

THE MINISTER OF JUSTICE

Date June 16, 1966.

Forward to Deputy Minister,

Perusal and Return with Draft reply for my

Signature

Please see me re this

Attention XXX - not acknowledged.

Information

Perusal and Return

Perusal and Return with File

Perusal and Return with Recommendation

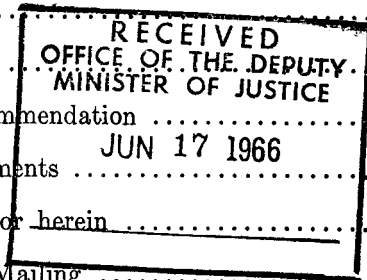
Perusal and Return with Comments

Let me have material asked for herein

Approval or Revision before Mailing

Please Fill in Blanks and Return

Special Instructions:




J.R.G. Geoffrion, 000026
Executive Assistant.

Ottawa 4, ce 21 juin 1966.

Re: C.C. 947 - Marcel Bernier.

Monsieur le Juge,

Votre lettre adressée au Ministre de la Justice et datée du 14 juin 1966 n'a été transmise aux fins d'en accuser réception.

Vous remercient de votre bonne collaboration, je vous prie de me croire,

Votre tout dévoué,

J.A. Eelisle
pour le Directeur,
Section de droit pénal.

Honorable Juge Paul Lesage
Cour Supérieure,
Palais de Justice,
Québec, Québec.

JAB:gd

Ottawa 4, ce 24 juin 1966.

C.C. 947
Sujet: Marcel Bernier

Cher monsieur,

J'apprécieraais beaucoup si vous pouviez voir à ce que la lettre ci-incluse soit traduite et à ce qu'elle me soit retournée dans le plus bref délai possible.

Vous remerciant de votre collaboration, je vous prie de me croire,

Votre tout dévoué,

J.A. Belisle,
pour le Directeur,
Section de droit pénal.

Monsieur Maurice Roy,
Chef de la production,
Bureau des traductions,
Secrétariat d'Etat,
Suite 1206,
Edifice Canadian,
219, rue Laurier,
Ottawa, Ontario.

CN

Document disclosed under the Access to Information Act -
Document divulgué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

Telecommunications

72 1

T. D. MacDonald

Mr. Chabot

RECEIVED
OFFICE OF THE DEPUTY
MINISTER OF JUSTICE

JUL 5 1966

local time • heure locale

1966 JUL 5 PM 12 10

MOA178

MO HQA018 48/37=HQ QUEBEC QUE 5 1112A EDT=
MR LE SOUS MINISTRE, MINISTERE DE LA JUSTICE=
EDIFICE DU PARLEMENT OTTAWA ONT=

MARCEL BERNIER TROUVE COUPABLE MEUTRE DENISE THERRIEN,
SHAWINIGAN. STOP EXECUTION D'ABORD FIXEE AU 22 JUILLET
1966 STOP MOTION SURSEoir PRESENTEE LE 30 JUIN 1966
STOP JUGEMENT DU JUGE WILLIAM MORIN REPORTANT
L'EXECUTION AU 16 DECEMBRE 1966 STOP=

IVAN MIGNAULT SOUS MINISTRE ASSOCIE==

22 1966 30 1966 16 1966.

Department of Justice,
RECEIVED

JUL 5 1966

CRIMINAL LAW SECTION 000029

JAB:gd

Ottawa 4, ce 6 juillet 1966.

C.C. 947
Marcel Bernier

Cher monsieur,

Votre télégramme adressé au Sous-ministre de la Justice en date du 5 juillet 1966 m'a été transmis aux fins d'en accuser réception.

Vous remerciant de votre collaboration, je vous prie de
me croire,

Votre tout dévoué,

J.A. Belisle,
pour le Directeur,
Section de droit pénal.

M. Ivan Mignault,
Sous-ministre associé,
Ministère de la Justice,
Hôtel du Gouvernement,
Québec, P.Q.

M. Bélisle



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Gouvernement du Québec

Contentieux Criminel

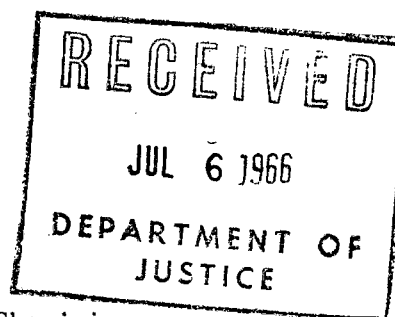
39114-61-43

Réf. Dossier No.

RR/cp

Québec, le 5 juillet 1966

Monsieur le Sous-ministre,
Ministère de la Justice,
Edifice du Parlement,
Ottawa, Ontario



RE: Marcel Bernier, Shawinigan

Cher monsieur,

Pour faire suite à notre télégramme de ce jour, veuillez prendre note qu'une motion surseoir a été présentée pour l'exécution de Marcel Bernier devant l'Honorable Juge William Morin, exécution d'abord fixée au 22 juillet 1966 a été reportée par le Juge Morin au 16 décembre 1966.

Veuillez en prendre note.

Veuillez me croire,

Votre tout dévoué,

Le Sous-ministre associé,

par:

Rodolphe Roy, c.r.

Rodolphe Roy, c.r.

ann./

837-A
PG-M-489

Ministère du Procureur Général
PROVINCE DE QUÉBEC

Department of the Attorney General
PROVINCE OF QUEBEC

CONFIRMATION

d'un télégramme qui vous a été adressé à la date mentionnée ci dessous
of telegram sent you on the undermentioned date.

Québec, 5 juillet 1966

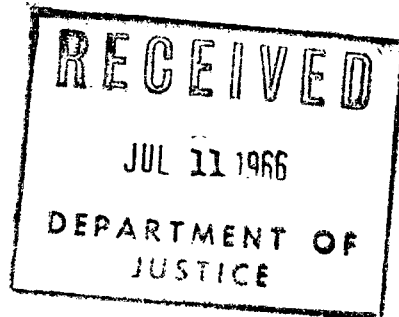
Monsieur le Sous-ministre,
Ministère de la Justice,
Edifice du Parlement,
Ottawa, Ontario.

Marcel Bernier trouvé coupable meurtre Denise Therrien, Shawinigan. Stop
Exécution d'abord fixée au 22 juillet 1966 Stop
Motion sursoir présentée le 30 juin 1966 Stop
Jugement du Juge William Morin reportant l'exécution au 16 décembre 1966 Stop

Ivan Mignault
Sous-ministre associé



BUREAU DU GREFFIER
PALAIS DE JUSTICE



Shawinigan, 8 juillet 1966.

Ministère de la Justice,
Hôtel du Gouvernement,
Ottawa, Ont.

re: Cause 11098 C.B.R. LA REINE VS MARCEL BERNIER

Messieurs,

Pour votre information je vous transmets sous pli une copie certifiée d'une requête pour sursis accordée par le Juge William Morin de la Cour du Banc de la Reine.

Vous constaterez que la date d'exécution est reportée au 16 décembre 1966.

Bien à vous,

A handwritten signature in cursive script, appearing to read "A. Rainville".

GREFFIER DE LA COURONNE,
district de St-Maurice.

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE ST-MAURICE

COUR DU BANC DE LA REINE
(Juridiction Criminelle)

MARCEL BERNIER,

APPELANT;

SA MAJESTE LA REINE,

INTIMEE.

*Requête pour sursis
de l'exécution de l'arrêt
Bernier accusé de l'exécution
dudit Marcel Bernier ss
notée à l'audience de 16 décembre
1966 -
J.C.B.R.*

MOTION POUR SURSIS D'EXECUTION

A L'UN DES HONORABLES JUGES DE LA
COUR SUPERIEURE, SIEGEANT COMME
JUGE DE LA COUR SUPERIEURE, (Juridic-
tion Criminelle), DANS ET POUR LE DIS-
TRICT DE ST-MAURICE.

1o. - ATTENDU QUE MARCEL BERNIER, appellant
en cette cause, a été trouvé coupable de meurtre qualifié le
24 février 1966, et que la date de son exécution a été fixée au
vendredi, 22 juillet 1966 par l'honorable Juge Paul Lesage, de
la Cour du Banc de la Reine, juridiction criminelle;

2o. - ATTENDU QUE conformément à la Loi, la pré-
sente cause a été automatiquement portée en appel devant la
Cour du Banc de la Reine;

3o. - ATTENDU QUE ledit appel ne sera pas enten-
du dans un avenir prochain parce que le dossier conjoint n'a pas
encore été produit;


4o. - ATTENDU QU'en conséquence il y a lieu d'ac-

- 2 -

corder la présente motion pour sursis d'exécution;

QU'ORDRE soit donné de retarder à plus tard l'exécution de l'appelant, à toute date qu'il plaira à cette honorable Cour de fixer.

QUEBEC, le 30 juin 1966.


Jean-Paul Fortin,
PROCUREUR DE L'INTIMEE.

A W I S

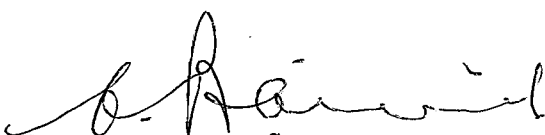
A: Me Guy Germain,
Procureur de l'Appelant,
637, 5ème Rue, SHAWINIGAN.

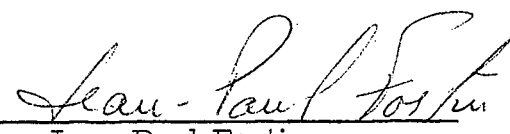
PRENEZ AVIS que la présente motion sera présentée à l'un des honorables Juges de la Cour Supérieure, siégeant comme juge de la Cour Supérieure (juridiction criminelle), au Palais de Justice de Québec, le jeudi, 30 juin 1966, à 2 heures p.m., ou aussitôt que Conseil pourra être entendu.

Veillez vous gouverner en conséquence.

QUEBEC, le 30 juin 1966.

Copie certifiée conforme:


Greffier de la Couronne


Jean-Paul Fortin,
PROCUREUR DE L'INTIMEE.

OFFICE OF *Christie*
THE MINISTER OF JUSTICE

Date ..August.18.,1966.....

Forward to Deputy Minister

Perusal and Return with Draft reply for my

Signature

Please see me re this

Attention xxx

Information

Perusal and Return

Perusal and Return with File RECEIVED
OFFICE OF THE DEPUTY
MINISTER OF JUSTICE

Perusal and Return with Recommendation AUG 22 1966

Perusal and Return with Comments

Let me have material asked for herein

Approval or Revision before Mailing

Please Fill in Blanks and Return

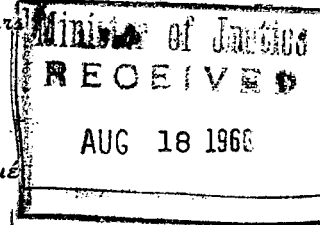
Special Instructions:

J.R.G.
J.R.G. Geoffrion,
Executive Assistant 000036

Lamothe et Sanschagrin

Avocats & Procureurs

L. DN LAMOTHE
JEAN L. SANSCHAGRIN



TÉL.: 536-5959
569, 5e RUE
C. P. 543

Shawinigan, Qué

Le 16 août 1966

Honorable Lucien Cardin,
Ministère de la Justice,
Hotel du Parlement,
Ottawa.-

Honorable Ministre,

Re: La Reine -vs- Marcel Bernier
Cause no. 11,098 C.B.R.

La cause de Marcel Bernier accusé du meurtre de Denise Therrien a été entendue devant la Cour des Assises Criminelles du district de St.Maurice en février dernier.

A l'issue de cette cause, l'accusé, trouvé coupable de meurtre qualifié, a été condamné à la peine capitale. Après que l'enquête eut été terminée, le greffier de la Couronne, M. Anatole Rainville demandait à la sténographe officielle, Madame Jeannine Drolet, de préparer la transcription des notes sténographiques et d'en réserver une copie supplémentaire pour votre ministère. Cette demande faisait suite à une lettre de M.D.W.Christie, directeur pour la division du Droit Criminel de votre ministère, datée à Ottawa le 31 décembre 1963.

Pour votre information, je cite l'avant-dernier paragraphe de cette lettre qui se lit comme suit:

"Je vous serais reconnaissant si vous pouviez également porter à l'attention de ces personnes le fait qu'à la suite d'une condamnation pour un meurtre qualifié, l'affaire sera révisée automatiquement par la Cour d'appel. Ceci veut donc dire que la transcription de la preuve devra être faite pour l'usage de la Cour d'Appel. En faisant une telle transcription, les sténographes devraient préparer une copie supplémentaire pour les fins de ce ministère et laquelle copie, nous sommes disposés à acheter au même taux que celui payé par la Province ou l'appelant suivant le cas".

....2/

Effectivement une copie de la transcription de la preuve a été remise au greffier de la Couronne le 16 mars 1966 et ce dernier faisait parvenir ce document immédiatement au Ministère de la Justice Canadien. La transcription des notes sténographiques était accompagnée d'un compte de la sténographe représentant la somme de \$235.44.

Environ deux mois plus tard ces documents étaient retournés par quelqu'un de votre ministère au greffier de la Couronne de Shawinigan avec une lettre signée par M.J.A.Belisle pour le directeur de la section Droit Pénal, laquelle était en date du 22 avril 1966, mentionnant que le compte de la sténographe ne serait pas payé.

Étant donné les faits ci-dessus relatés, j'ai l'impression très nette qu'il s'agit là d'une erreur ou qu'il y a eu confusion quelque part.

Voulez-vous être assez bon d'examiner cette affaire et faire en sorte que Madame Jeannine Drolet soit payée, sans délai, pour la transcription de la preuve faite dans la cause ci-dessus mentionnée, le tout suivant les conditions exprimées dans la lettre de M.D.W.Christie du 31 décembre 1963.

Dans l'attente d'une réponse par prochain courrier, je vous prie d'agréer, Honorable Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Votre, tout dévoué.

Leon Lamothe

LL/jd

VEUILLEZ REpondre au
Sous-Ministre de la Justice
OTTAWA.

OTTAWA 4, ce 31 septembre 1961.

193530

Sténographes officiels-
Transcription des causes de meurtre-

Cher Monsieur Frenette,

Vous êtes sans doute au courant des récents amendements au Code Criminel en vigueur depuis le 1er de ce mois concernant la distinction qui est maintenant faite entre le meurtre qualifié et le meurtre non qualifié.

" Pour les fins de l'exercice de la prérogative Royale de Pardon, ce Ministère ne devient maintenant intéressé qu'aux causes de meurtre qualifié. En conséquence, je vous serais bien reconnaissant si vous pouviez porter ce fait à l'attention des sténographes officiels de votre Province et leur demander de nous faire parvenir la transcription de la preuve seulement dans les cas où l'accusé a été trouvé coupable d'un meurtre qualifié et condamné à la peine capitale."

" Je vous serais reconnaissant si vous pouviez également porter à l'attention de ces personnes le fait qu'à la suite d'une condamnation pour un meurtre qualifié, l'affaire sera révisé automatiquement par la Cour d'appel. Ceci veut donc dire que la transcription de la preuve devra être faite pour l'usage de la Cour d'Appel. " En faisant une telle transcription, les sténographes devraient préparer une copie supplémentaire pour les fins de ce ministère et laquelle copie, nous sommes disposés à acheter au même taux que celui payé par la Province ou l'appelant suivant le cas."

Je vous serais gré de me prévenir aussitôt que ces directives auront été transmises aux intéressés et vous remercie à l'avance de votre bienveillante coopération.

Bien à vous,

(signé) D.W. CHRISTIE,
Directeur
Division du Droit Criminel.

Me Paul Frenette, c.r.
Assistant procureur général Adjoint,
Hôtel du Gouvernement,
Québec, P.Q.

Shawinigan, 16 mars 1966

LE MINISTERE DE LA JUSTICE FEDERAL

en compte avec

Jeannine M. Drolet
Sténographe officielle
233, 5^{ième} rue
Shawinigan, P.Q.

DISTRICT DE ST. MAURICE PROCES TENU A SHAWINIGAN
Les 14, 15, 16, 17, 18, 21, 22, 23, 24 février 1966

Re: La Reine -vs- Marcel Bernier (meurtr⁺é qualifié) No. 11,098

PRESENTS: L'HONORABLE PAUL LESAGE, J.C.B.R. et un JURY

Pour la Couronne:

Pour l'accusé:

Me Jean Bienvenue, c.r.

Me Guy Germain

Me Léon Lamothe, c.r.

Dépositions prises en collaboration avec M.J. Edwin Tanguay, s.o.
de Québec.

Témoignages

Prise des dépositions et transcription

654 pages à 0.36 la page\$235.44

J. 1136

Meilleure copie disponible



Ottawa, le 24 août 1966.

C.C. 937

Ministre de la Justice

Cher confrère,

Votre lettre adressée au Ministre de la Justice en date du 16 août 1966 m'a été transmise avec fins d'y répondre.

Depuis près de deux ans, il était convenu de demander au ministre de la Justice de la province de Québec de nous faire parvenir une copie du dossier conjoint dans toutes les causes de peine capitale et c'est pourquoi, lorsque la transcription des notes sténographiques nous est parvenue, nous avons eu soin de la retourner. Il est à remarquer que le compte de la sténographie nous est parvenu par lettre datée du 5 avril.

Par la suite, nous avons retourné, tel que mentionné par vous en date du 22 avril dernier, la transcription des notes ainsi que l'état de compte. Cependant, sur réception d'une lettre du Greffier de la Couronne, monsieur A. Minville, datée du 16 mai 1966, nous avons communiqué avec lui, par téléphone, et après consultation nous lui avons demandé de nous retourner la copie de ladite transcription ainsi que l'état de compte, mais non seulement celui de Jean-Jacques Brodeur mais également celui de monsieur J. Michel Tanguay (qui était également sténographe), les deux états de compte se chiffrent à un montant total de \$255.44. À cet égard, nous n'avons pas encore reçu ces deux états de compte, ni copie de la transcription.

Il conviendrait également bien de nous faire parvenir l'adresse où nous pourrions envoyer le dossier à monsieur Tanguay pour son ouvrage dans la présente cause également.

Vous remerciant de votre collaboration dans la présente affaire, je vous prie de me croire,

Votre très dévoué,

J. A. BELISSE

J.A. Belisle,
pour le Directeur,
cabinet de droit pénal.

M. Léon Lavette,
569, 51^{er} rue,
Case postale 943,
Montréal, Québec.

000041

Lamothe et Sanschagrin

Avocats & Procureurs

LÉON LAMOTHE
JEAN L. SANSCHAGRIN

TÉL.: 536-5959
569, 5e RUE
C. P. 543

Shawinigan, Qué.

Le 2 septembre 1966

M.J.A. Belisle,
Section de Droit Pénal,
Edifice du Parlement,
Ottawa.-

Cher confrère,

Re: Marcel Bernier
C.C.947

Pour faire suite à votre lettre du 24 août dernier, je dois vous dire que M. A. Rainville, greffier de la Cour des Sessions de la Paix de notre district, a dû vous retourner à date la transcription des notes sténographiques prises par Madame Jeannine Drolet, sténographe officielle, lors du procès pour meurtre qualifié de Marcel Bernier ainsi que le compte des honoraires de la sténographe pour le document sus-mentionné se chiffrant au montant de \$235.44 pour Madame Drolet seulement.

M.J. Edwin Tanguay demeure à 79 rue St. Louis, apt. 102, Québec. Vous pouvez également communiquer avec lui en vous adressant au Palais de Justice de Québec.

Espérant que ces renseignements suffiront pour clarifier cette situation et effectuer, sans plus de délai, le paiement des honoraires des sténographes et je vous prie de me croire,

Votre tout dévoué

Leon Lamothe

LL/jd

Ottawa 4, ce 8 septembre 1966.

C.C. 947
Sujet: Marcel Bernier

Cher confrère,

J'accuse réception de votre lettre du 2 septembre 1966 et
vous en remercie beaucoup.

Malheureusement, je n'ai pas encore reçu la transcription
ni le compte pour madame Drolet mais soyez assuré que sur réception
dudit compte, je m'empresserai de faire les démarches nécessaires
afin que madame Drolet soit payée dans le plus bref délai possible.

Votre tout dévoué,

J.A. Belisle,
pour le Directeur,
Section de droit pénal.

Me Léon Lamothe,
569, 51^{ème} Rue,
Case postale 543,
Shawinigan, Québec.

DEPARTMENT OF JUSTICE
MEMORANDUM

	<u>Tanguay</u>	<u>Dolet</u>
Vol. I.		4
Vol. II.	65	
Vol. III.		111.
Vol. IV.		234
Vol. V.	235	
Vol. VI.		61
Vol. VII.		121
Vol. VIII.	13	
Vol. IX.	75	
Vol. X.		64
	<hr/> 388	<hr/> 595



BUREAU DU GREFFIER
PALAIS DE JUSTICE

Shawinigan, 6 décembre 1966.

M. J. A. Belisle,
Section de droit pénal,
Ministère de la Justice,
Ottawa 4, Ont.

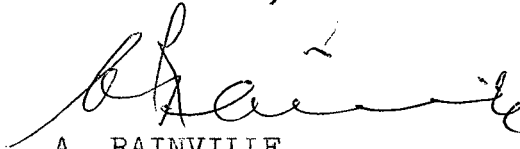
Re: CC. 947 MARCEL BERNIER

Cher monsieur,

Me Léon Lamothe, procureur de la Couronne, nous demande de vous retourner la transcription des dépositions des témoins dans la cause ci-dessus conformément, paraît-il, aux instructions qu'il aurait reçues de vous.

Nous vous envoyons ^{donc} les dix exemplaires contenant la transcription des dépositions de tous les témoins de la cause ci-dessus.

Bien à vous,


A. RAINVILLE,
Greffier de la Couronne.

Shawinigan, 16 mars 1966

LE MINISTERE DE LA JUSTICE FEDERAL

En compte avec

J. Edwin Tanguay
Sténographe officiel
79 rue St. Louis, appt. 102,
Québec, P.Q.

District de St. Maurice Procès tenu à Shawinigan

Les 14, 15, 16, 17, 18, 21, 22, 23, 24 février 1966

Re: LA REINE -vs- MARCEL BERNIER (Meurtre qualifié) no. 11,098

PRESENTS: L'HONORABLE PAUL LESAGE, J.O.B.R. et un JURY

Pour la Couronne

Pour l'accusé

Me Jean Bienvenue, c.r.

Me Guy Germain

Me Léon Lamothe, c.r.

Dépositions prises en collaboration avec Madame Jeannine M. Drolet,
s.o. de Shawinigan

TEMOIGNAGES

Prise des dépositions et transcription - 1 copie

✓ 388 pages à 0.35 la page\$139,68 ✓

Just

Shawinigan, le 16 mars 1966

LE MINISTERE DE LA JUSTICE FEDERAL

en compte avec

Jeannine M. Drolet,
Sténographe officielle
233, 51^{ème} rue,
Shawinigan, P.Q.

DISTRICT DE ST. MAURICE PROCES TENU A SHAWINIGAN

Les 14, 15, 16, 17, 18, 21, 22, 23, 24 février 1966

Re: La Reine -vs- Marcel Bernier (Meurtre qualifié) No. 11,098

Présents: L'HONORABLE PAUL DESAGE, J.C.B.R. et un JURY

Pour la Couronne:

Pour l'accusé:

M^{re} Jean Bienvenue, c.r.

Me Guy Germain

Me Léon Lamothe, c.r.

Dépositions prises en collaboration avec M.J. Edwin Tanguay, s.o.
de Québec

TEMOIGNAGES

Prix des dépositions et transcription - 1 copie

654 pages à 0.36 la page.....\$235.44

595

214.20

Janet

DEPARTMENT OF JUSTICE



December 14, 1966.

MEMORANDUM FOR: Miss B. Donnay, Accounts Branch
FROM: Mr. J.A. Belisle

C.C. 947
Marcel Bernier

Attached are two accounts from J. Edwin Tanguay and Jeannine M. Drolet, Court Reporters, covering the supply of the Transcript of proceedings in the above noted capital case.

I certify that the Transcript has been supplied and recommend the accounts for payment as follows:

J. Edwin Tanguay - 139.69
Jeannine M. Drolet - 214.20

I should be pleased to be supplied with cheques in payment of these accounts in due course.

J.A. BELISLE

J.A.B.

DEPARTMENT OF JUSTICE

December 14, 1966.

MEMORANDUM FOR: Miss B. Bonney, Accounts Branch

FROM: Mr. J.A. Belisle

C.C. 947
Marcel Bernier

Attached are two accounts from J. Edwin Tanguay and Jeannine M. Drolet, Court Reporters, covering the supply of the transcript of proceedings in the above noted capital case.

I certify that the Transcript has been supplied and recommend the accounts for payment as follows:

J. Edwin Tanguay -	135.63
Jeannine M. Drolet -	214.20

I should be pleased to be supplied with cheques in payment of these accounts in due course.

J.A.B.

With cheque to Room 47

748

DEPARTMENT OF JUSTICE

December 14, 1966.

MEMORANDUM FOR: Miss B. Bonney, Accounts Branch

FROM: Mr. J.A. Belisle

C.C. 947
Marcel Bernier

Attached are two accounts from J. Edwin Tanguay and Jeannine M. Drolet, Court Reporters, covering the supply of the Transcript of proceedings in the above noted capital case.

I certify that the Transcript has been supplied and recommend the accounts for payment as follows:

J. Edwin Tanguay -	139.63	300700
Jeannine M. Drolet -	214.20	300701

I should be pleased to be supplied with cheques in payment of these accounts in due course.

J.A.B.



Shawinigan, 16 mars 1966

LE MINISTERE DE LA JUSTICE FEDERAL

En compte avec

J.Edwin Tanguay
Sténographe officiel
79 rue St.Louis, appt.102,
Québec, P.Q.

District de St.Maurice Procès tenu à Shawinigan

Les 14,15,16,17,18,21,22,23,24 février 1966

Re: LA REINE -vs- MARCEL BERNIER (Meurtre qualifié) no. 11,098

PRESENTS: L'HONORABLE PAUL LESAGE, J.C.B.R. et un JURY

Pour la Couronne

Pour l'accusé

Me Jean Bienvenue, c.r.

Me Guy Germain

Me Léon Lamothe, c.r.

Dépositions prises en collisération avec Madame Jeannine M.Drolet,
s.o. de Shawinigan

TEMOIGNAGES

Prise des dépositions et transcription - 1 copie

388 pages à 0.35 la page\$139,68

Shawinigan, le 16 mars 1966

LE MINISTRE DE LA JUSTICE FEDERAL

en compte avec

Jeannine M. Drolet,
Sténographe officielle
233, 5^{ème} rue,
Shawinigan, P.Q.

DISTRICT DE ST. MAURICE

PROCES TENU A SHAWINIGAN

Les 14, 15, 16, 17, 18, 21, 22, 23, 24 février 1966

Re: La Reine -vs- Marcel Bernier (Membre qualifié) No. 11,098

Présents: L'HONORABLE PAUL LESAGE, J.C.B.R. et un JURY

Pour la Couronne:

Pour l'accusé:

M^{re} Jean Bienvenue, c.r.

M^{re} Guy Germain

M^{re} Léon Lamothe, c.r.

Dépositions prises en collaboration avec M.J. Edwin Tanguay, s.o.
de Québec

TÉMOIGNAGES

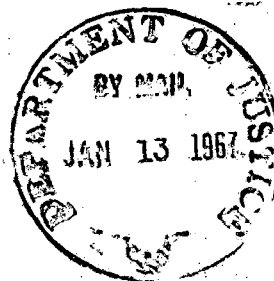
Prise des dépositions et transcription - 1 copie

654 pages à 0.35 la page.....\$235.44

595

214.20

JA3:gd



COURTIER RECOMMANDE

OTTAWA 4, ce 11 janvier 1967.

C.C. 947

Sujet: Marcel Bernier

Chère madame,

Veuillez trouver sous pli un chèque du Gouvernement du Canada No. 219-0385761, au montant de \$214.20, souscrit en votre faveur en paiement de votre compte du 16 mars 1966 pour services rendus dans la présente affaire.

Vous avez sans doute remarqué que le montant dudit chèque diffère de votre facture et la raison se trouve en ce que votre état de compte indiquait que vous aviez 654 pages alors que nos officiers à la taxation n'en comptaient que 595.

Votre tout dévoué,

J. A. BELISLE

J.A. Belisle,
pour le Directeur,
Section de droit pénal.

Mme Jeannine M. Drolet,
Sténographe officiel,
233, 51ème rue,
Shawinigan, Québec.

OTTAWA 4, ce 27 février 1967.

C.C. 947

Sujet: Marcel Bernier

Cher monsieur,

Je vous réfère à notre correspondance antérieure au sujet de la personne ci-haut mentionnée et dont la sentence de peine de mort est exécutoire le 10 mars 1967.

Vu qu'il semble que cette cause ne sera effectivement pas plaidée avant le prochain terme de la Cour d'Appel ou encore à un des termes subséquents, pourriez-vous nous aviser si une requête pour sursis d'exécution sera présentée dans un avenir rapproché et nous informer de la date à laquelle la sentence sera exécutoire.

Votre tout dévoué,

J.A. Delisle,
pour le Directeur,
Section de droit pénal.

M. Ivan Dignault,
Sous-ministre associé,
Ministère de la Justice,
Hôtel du Gouvernement,
Québec, P.Q.



ACTION REQUEST FICHE DE SERVICE

Document disclosed under the Access to Information Act -
Document divulgué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

TO — À

Monsieur Bilisile

DATE

8-7-66

LOCATION — ENDR

FROM — DE

Mlle J. Simard - Bureau des traductions

☐ ACTION
DONNER SUITE

☐ P. A. ON FILE
CLASSER

☐ APPROVAL
APPROBATION

☐ REPLY
RÉPONSE

☐ COMMENTS
COMMENTAIRES

☐ SEE ME
ME VOIR

☐ DRAFT REPLY
PROJET DE RÉPONSE

☐ SIGNATURE

☐ MAKE
FAIRE.....COPIES

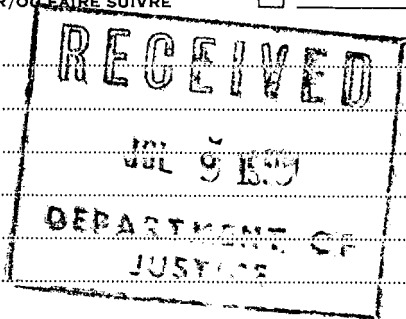
☐ TRANSLATION
TRADUCTION

☐ NOTE AND FILE
NOTER ET CLASSER

☐ YOUR REQUEST
À VOTRE DEMANDE

☐ NOTE & RETURN/OR FORWARD
NOTER ET RETOURNER/OU FAIRE SUIVRE

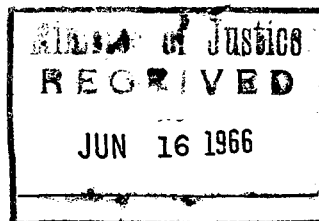
☐



000055



COUR SUPÉRIEURE
CABINET DU JUGE
QUÉBEC



Le 14 juin 1966

Honorable Ministre de la Justice,
Edifice du Parlement,
Ottawa.

Re: C.C. 947-Marcel Bernier.

Monsieur le Ministre,

Faisant suite à la demande de votre monsieur J.A. Belisle, pour le Directeur de la section de droit pénal, et me conformant à l'article 643(1) du code criminel, je vous fais par les présentes rapport que Marcel Bernier a été trouvé coupable de meurtre qualifié aux Assises Criminelles du district de Saint-Maurice que je présidais.

Le procès a commencé le 14 février 1966 et s'est terminé le 24 février. J'ai ensuite prononcé la sentence imposée par la loi et j'ai condamné Marcel Bernier à être pendu le 22 juillet 1966.

Après le prononcé de la sentence, j'ai demandé aux jurés de se retirer pour délibérer à nouveau selon les exigences de l'article 642A. Après une dizaine de minutes de délibération, les jurés sont revenus déclarer par leur président qu'ils n'entendaient pas recommander l'accusé à la clémence. Je suis pleinement d'accord avec le verdict rendu de même qu'avec la non-recommandation de l'accusé à la clémence.

Le crime dont Bernier a été reconnu coupable est un des plus odieux que l'on retrace dans nos annales criminelles. Il s'est emparé de la personne d'une jeune fille de seize ans, Denise Therrien, en la faisant venir à son



COUR SUPÉRIEURE
CABINET DU JUGE
QUÉBEC

- 2 -

domicile sous le prétexte d'y servir comme gardienne. Elle est alors disparue de la circulation. C'est un cas flagrant de rapt. Ce n'est qu'après plusieurs années de recherches que son corps a pu être retrouvé, enterré dans un bois isolé. Bernier s'est montré vraiment cynique durant tout le cours du procès. Après le verdict, il a pris la parole et, d'une voix ferme, il a remercié publiquement son avocat de son grand dévouement à son endroit, déclarant qu'il lui en garderait une reconnaissance éternelle.

Je n'ai rien d'autre à ajouter que de déclarer que la Justice doit suivre son cours .

Votre tout dévoué,

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Paul Lesage'.

PAUL LESAGE J.C.S.

PL/Ed' A.

G-1145

Hon. Minister of Justice,
Parliament Building,
Ottawa.

June 14, 1966

Re: C.C.947 - Marcel Bernier

Mr Minister,

In reply to the request of Mr J.A. Belisle writing
for the Director of the ^{Criminal Section} ~~Penal Law branch~~, and in conformity
with section 643 (1) of the Criminal Code, I am reporting to
you by these presents that Marcel Bernier has been found guilty
of capital murder at the Criminal Assizes of the Saint-Maurice
district where I was presiding.

trial
The ~~xxxx~~ began on February 14, 1966 and ended on February
24, 1966. I then pronounced the sentence imposed by the law and
condemned Marcel Bernier to be hanged on July 22, 1966.

After sentence had been pronounced, I asked the jury to
retire to deliberate again according to the requirements of
section 642A. After ten minutes deliberation the jury returned
and their foreman stated that they were not recommending mercy.
I am in full agreement with the verdict and the fact that there
was no recommendation for mercy.

has been
The crime of which Bernier ~~was~~ judged guilty is one of the
most heinous in our criminal annals. He seized the person of a young
girl of 16, Denise Therrien, by making her come to his place of
residence on the pretext of employing her there as a ^{baby sitter.} ~~nursemaid~~.

2...
She then disappeared from circulation. It is a flagrant case
of ^{abduction.} ~~rape~~. It is only after several years of investigation that

000058

-2/2-

her body has been found, buried in an isolated wood. Bernier showed great cynicism throughout the trial. After the verdict he made a speech; speaking in a steady voice, he publicly thanked his lawyer for his great devotion to him, saying that he would always be grateful to him for ~~this~~ ^{this.}

I have nothing more to add except to state that Justice must take its course.

Yours truly,

Paul Lesage J.C.S.



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Gouvernement du Québec

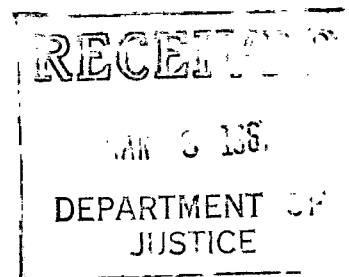
Contentieux Criminel

Réf. Dossier No. 39114-61-43

RR/cp

Québec, le 6 mars 1967.

Me J. A. Bélisle,
Section de droit pénal,
Ministère de la Justice,
Edifice du Parlement
Ottawa, Ontario



SUJET: Marcel Bernier
C.C. 947

Cher monsieur,

Pour faire suite à notre télégramme en date du 1er mars 1967, nous vous transmettons ci-joint copie photostatique de la requête pour surseoir à la sentence de mort imposée à Marcel Bernier avec jugement rendu par L'Honorable Juge René Hamel en date du 4 mars 1967.

Cette exécution est donc reporté au 10 octobre 1967, nous vous prions d'en prendre note.

Veuillez accepter l'expression de nos meilleurs sentiments et me croire,

Votre tout dévoué,

Le Sous-ministre associé,

par:

Rodolphe Roy, c.r.

ann./

CANADA
PROVINCE DE QUEBEC
DISTRICT DE ST-MAURICE

COUR DU BANC DE LA REINE
JURIDICTION CRIMINELLE
PREMIERE INSTANCE

NO: 11-098
A-4520

MARCEL BERNIER,

Appelant,

-vs-

SA MAJESTE LA REINE,

Intimée.

Greffier de la Couronne
District de St-Maurice

REQUETE SUR L'AUTORITE DE L'ARTICLE 586 DU CODE CRIMINEL

1o- En date du 24 février 1966, l'appelant Marcel Bernier a été trouvé coupable de meurtre qualifié et condamné à la peine capitale;

2o- L'exécution de la sentence a été fixée au 22 juillet 1966;

3o- Il a été sursi à l'exécution de la sentence jusqu'au 10 mars 1967 à la suite d'une requête présentée à l'Honorable Juge Hamel, J.C.S.;

4o- Il n'a pas encore été statué sur l'appel prévu par l'article 583 A et il n'est pas à prévoir que la Cour Du Banc de la Reine ne puisse rendre une décision avant mai 1967;

5o- Il serait opportun qu'une nouvelle date soit fixée pour l'exécution de la sentence.

PAR CES MOTIFS, VOUS PLAISE:

- Sursoir à la sentence de mort imposée à l'appelant et fixer l'exécution de ladite sentence au 10 octobre 1967 ou à tout autre date qu'il plaira à votre Seigneurie.

LEON LAMOTHE

PAR:

Leon Lamothe
SUBSTITUT DU PROCUREUR GENERAL

SHAWINIGAN, 1er mars 1967.

*Requête accordée par vous les
Conseillers*

4 mars 1967

*Pour l'arrêt
J.C.S.*

COUR DU BANC DE LA REINE
DISTRICT DE ST-Maurice

No : 11-098

MARCEL BERNIER,

Appelant,

-VS-

SA MAJESTE LA REINE,

Intimée.

REQUETE SUR L'AUTORITE DE L'ARTICLE 585 DU CODE CRIMINEL--

LAMOINE & SANSCHAGRIN

AVOCATS ET PROCUREURS

549, CINQUIÈME RUE / SHAWINIGAN, QUÉ.

TÉL.: 521-5959

CYMA 4, ce 6 mars 1967.

C.C. 947

Sujet: Marcel Bernier

Cher monsieur,

J'accuse réception de votre dépêche télégraphique du 1er mars
dernier relativement à l'affaire ci-haut mentionnée et je vous en remercie.

Votre tout dévoué,

J.-L. Belisle,
pour le Directeur,
Section de droit pénal.

Me Ivan Hignault,
Sous-ministre associé,
Ministère de la Justice,
Hôtel du Gouvernement,
Québec, P. Q.

1967 MAR 1 PM 4 49
local time • heure locale

145.

==MOB119

MO =HQA035 54/41 HQ QUEBEC QUE 1 401P EST :
=J A BELISLE, SECTION DE DROIT PENAL =
MINISTERE DE LA JUSTICE OTTAWA ONT
=RECU LETTRE DU 27 FEVRIER 1967 RE: MARCEL BERNIER C.C.
, 947 STOP MOTION SURSIS PREPAREE PRESENTABLE LE 6 MARS
1967 DEVANT L'HONORABLE JUGE RENE HAMEL, SHAWINIGAN
STOP EXECUTION VRAISEMBLABLEMENT SERA REPORTEE AU
10 OCTOBRE 1967 STOP VOUS AVISEREZ DU JUGEMENT STOP =
IVAN MIGNAULT SOUS MINISTRE ASSOCIE =

27. 1967 C.C. 947 6 1967 10 1967 :

000064

921503

CD

453

MFU

[illegible]





MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Gouvernement du Québec

Contentieux Criminel

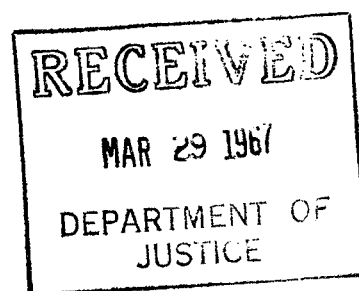
Réf. Dossier No. 39114-61-43

RR/cp

Québec, le 28 mars 1967.

Me J. A. Bélisle,
Section de Droit pénal,
Ministère de la Justice,
Edifice du Parlement,
Ottawa, Ontario

RE: Marcel Bernier
C.C. 947



Cher monsieur,

Pour faire suite à notre télégramme en date du
1er mars 1967, nous vous transmettons ci-joint copie photostati-
que de la requête amendée dans la cause ci-dessus mentionnée.

Veuillez donc prendre note que l'exécution de
Marcel Bernier a été fixée définitivement au 13 octobre 1967.

Espérant le tout à votre entière satisfaction,
veuillez me croire,

Votre tout dévoué,

Le Sous-ministre associé,

par:

Rodolphe Roy, c.r.

ann./

CANADA
PROVINCE DE QUEBEC
DISTRICT DE ST-MAURICE

COUR DU BANC DE LA REINE
JUDICICTION CRIMINELLE
PREMIERE INSTANCE

NO: 11-098
A-4520

MARCEL BERNIER,

Appelant,

VS

SA MAJESTE LA REINE,

Intimé.

REQUETE AMENDEE SOUS L'AUTORITE DE L'ARTICLE 586 DU CODE CRIMINEL

1o- En date du 24 février 1966, l'appelant Marcel Bernier a été trouvé coupable de meurtre qualifié et condamné à la peine capitale;

2o- L'exécution de la sentence a été fixée au 22 juillet 1966;

3o- Il a été sursis à l'exécution de la sentence jusqu'au 10 mars 1967 à la suite d'une requête présentée à l'Honorable Juge Hamel, J.C.S.;

4o- Il n'a pas encore été statué sur l'appel prévu par l'article 583 A et il n'est pas à prévoir que la Cour du Banc de la Reine ne puisse rendre une décision avant mai 1967;

5o- Il serait opportun qu'une nouvelle date soit fixée pour l'exécution de la sentence.

PAR CES MOTIFS, VOUS PLAISE:

- Surseoir à la sentence de mort imposée à l'appelant et fixer l'exécution de la dite sentence au 13 octobre 1967.

LEON LAMOTHE

PAR: *Leon Lamothe*
SUBSTITUT DU PROCUREUR GENERAL

SHAWINIGAN, 15 mars 1967.

*Requête accordée pourvoi pas concluant
18 mars 1967*

*P. Guindane
J.S.*

COUR DU BANC DE LA REINE
DISTRICT DE ST-MAURICE

No : 11-098

MARCEL BERNIER,

Appelant,

VS

SA MAJESTE LA REINE,

Intimé.

REQUETE ATTENDEE SOUS L'AUTORITE
DE L'ARTICLE 586 DU CODE CRIMI.
NEL.

LAMOTHE & SANSCHAGRIN

AVOCATS ET PROCUREURS

569, CINQUIÈME RUE / SHAWINIGAN, QUÉ.

TÉL.: 536-5959

DEPARTMENT OF JUSTICE

September 26, 1967.

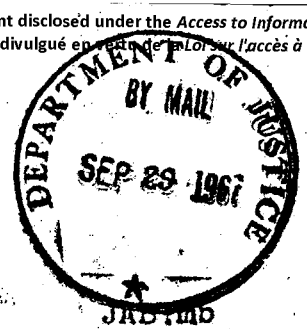
MEMORANDUM FOR: Mr. J.A. Belisle
FROM: Mr. D.H. Christie

RE: Capital Cases

The next cases on the Capital Case List are those of Marcel Bernier (No. 947) and Claude Martin (No. 949). The dates of execution are October 10th and October 27th respectively.

Please ascertain whether reprieves are being obtained and, if so, the new dates of execution.


D.H.C.



OTTAWA 4, ce 29 septembre 1967.

C.P.M. 947
Sujet: Marcel Bernier

Cher monsieur,

Comme la date d'exécution de la personne ci-haut mentionnée est fixée au 19 octobre 1967, pourriez-vous m'aviser si les procédures pour sursis d'exécution ont été faites.

Vous remerciant de votre collaboration, je vous prie de me croire,

Votre tout dévoué,

J. A. BÉLISLE

J.A. Bélisle,
pour le Directeur,
Section de droit pénal.

Me Denys Dionne,
Sous-Ministre associé,
Chambre 206 B,
Ministère de la Justice,
Québec, P.Q.

=(08). :

local time • heure locale

MOA129 =

1967 OCT 6 AM 10 15

MO HQA005 33/26 HQ QUEBEC QUE 6 1006A EDT =

J A BELISLE, DEPT DE LA JUSTICE =

SECTION DROIT PENAL OTTAWA ONT :

=C.P.M. 947 RE: MARCEL BERNIER A-4520 =

MOION PRESENTEE CE JOUR DEVANT JUGE CHARLES CANNON ET
EST ACCORDEE STOP SENTENCE DE MORT EXECUTOIRE 23 FEVRIER
1968 STOP =

LOUIS CARRIER PROCUREUR DE LA COURONNE =

C.P.M. 947 A-4520 23 1968 :

000071



MINISTÈRE DE LA JUSTICE
Gouvernement du Québec

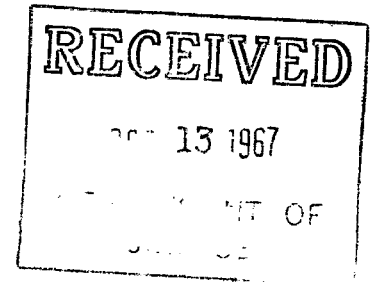
J. A. BELISLE

Contentieux Criminel

Réf. Dossier No. _____

Québec, 6 octobre 1967.

Me J. A. Belisle,
Département de la Justice,
Section Droit Pénal,



Re: Marcel Bernier,
A-4520

Cher monsieur,

Pour faire suite à ma communication téléphonique du 3 octobre dernier, vous trouverez ci-inclus copie de la motion pour sursis d'exécution présentée le 5 octobre devant l'honorable Juge Charles Cannon et accordée suivants ses conclusions.

Donc, l'exécution de Marcel Bernier est remise au 23 février 1968.

Espérant le tout à votre satisfaction, je demeure,

Votre tout dévoué,

L. L. sec.

Louis Carrier,
Procureur de la Couronne.

LC/dl

CANADA
PROVINCE DE QUEBEC
DISTRICT DE ST-AURICE

COUR DU BANC DE LA REINE
(Juridiction Criminelle)

No: A-4520

MARCEL BERNIER,
APPELANT,

-VS-

SA MAJESTÉ LA REINE,
RÉFUSÉ.

NOTION POUR Sursis D'EXÉCUTION

A L'UN DES HONORABLES JUGES DE LA
COUR SUPÉRIEURE, SIÉGEANT COMME
JUGE DE LA COUR SUPÉRIEURE, (Juridic-
tion Criminelle), DANS ET POUR LE
DISTRICT DE ST-AURICE.

1o.- ATTENDU QUE MARCEL BERNIER, appellant en cet-
te cause, a été trouvé coupable de meurtre qualifié le 24
février 1966, et que la date de son exécution a été fixée
au vendredi 22 juillet 1966 par l'honorable Juge Paul Le-
sage, de la Cour du Banc de la Reine, juridiction criminelle;

2o.- ATTENDU QUE conformément à la Loi, la pré-
sente cause a été automatiquement portée en appel devant la
Cour du Banc de la Reine;

3o.- ATTENDU QU'il a été sursis à l'exécution
de la sentence jusqu'au 10 mars 1967, à la suite d'une re-
quête présentée à l'honorable Juge René Janel, J.C.S.

4o.- ATTENDU QU'il a de nouveau été sursis à
l'exécution de la sentence jusqu'au 13 octobre 1967.

....2/

....2/

50.- ATTENDU QU'il n'a pas encore été statué sur l'appel et qu'il n'a pas à prévoir que la Cour du Banc de la Reine puisse rendre un jugement avant la fin de janvier 1968.

60.- ATTENDU QU'il serait opportun de surseoir à la sentence de mort imposée et fixer l'exécution de ladite sentence au 23 février 1968.

QU'ORRE soit donné de retarder l'exécution de l'appelant au 23 février 1968.

QUEBEC, le 3 octobre 1967.



Louis Carrier,

PROCURER DE L'INTIME.

A V I S

A: Me Guy Gervais,
Procureur de l'appelant,
637, 5ème Rue,
SHAWINIGAN.

PRENEZ AVIS que la présente notice sera présentée à l'un des honorables Juges de la Cour Supérieure, siégeant comme juge de la Cour Supérieure (juridiction criminelle), au Palais de Justice de Québec, le jeudi, 5 octobre 1967, à 10 heures a.m., au aussitôt que Conseil pourra être entendu.

Veuillez vous gouverner en conséquence.

QUEBEC, le 3 octobre 1967.

Louis Carrier,

PROCURER DE L'INTIME.



000075

JAB:mb

OTTAWA 4, ce 16 novembre 1967.

C.P.M. 947
Sujet: Marcel Bornier

Cher monsieur,

Vous apprécierions recevoir les documents suivants
relativement à la cause de Marcel Bornier:

1. les commentaires de votre ministère
2. les commentaires du Procureur de la
Couronne ad litem
3. copie du rapport de l'enquête de la police.

Vous remerciant de votre bonne collaboration, je vous
prie de me croire,

Votre tout dévoué,

J.A. Bélisle,
pour le Directeur,
Section de droit pénal.

M. Dony Dionno,
Sous-ministre associé,
Chambre 203 B,
Ministère de la Justice,
Québec, P.Q.

J.A. BELISLE



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Gouvernement du Québec

Contentieux Criminel

Réf. Dossier No 82894/66

Québec, 6 décembre 1967.

Me J.A. Belisle,
Conseiller juridique,
Section droit pénal,
Ministère de la Justice,
Ottawa.

Re: Marcel Bernier
C.P.M. 947

Cher confrère,

Votre lettre en date du 16 novembre 1967 adressée
à Me Denys Dionne m'a été transmise pour y répondre.

Je voudrais d'abord m'excuser pour le retard apporté mais mes occupations m'ont amené à divers endroits de la province.

J'aimerais avoir plus de détails en ce qui concerne votre demande de commentaires c'est-à-dire je m'interroge afin de savoir si vous désirez les commentaires sur la culpabilité de l'accusé ou les commentaires sur les chances qu'a l'accusé à la Cour d'Appel.

Pour ce qui est de votre demande des copies du rapport de l'enquête de la police, comme il y a plusieurs rapports, désirez-vous obtenir des copies de tous?

Espérant recevoir votre réponse par retour du courrier, je demeure,

Votre tout dévoué,


Louis Carrier,
Procureur de la Couronne.

LC/dl



CANADA

PRIVY COUNCIL

P.C. 1968-49

AT THE GOVERNMENT HOUSE AT OTTAWA

THURSDAY, the 4th day of JANUARY, 1968

PRESENT:

HIS EXCELLENCY

THE GOVERNOR GENERAL IN COUNCIL.

WHEREAS there are at present sixteen persons under sentence of death for having committed the crime of capital murder;

AND WHEREAS by an Act of Parliament which received Royal Assent on December 21, 1967, and which came into force by proclamation on December 29th the crime of capital murder is now limited by operation of subsection (2) of section 202A of the Criminal Code as follows:

"(2) Murder is capital murder, in respect of any person, where such person by his own act caused or assisted in causing the death of

- (a) a police officer, police constable, constable, sheriff, deputy sheriff, sheriff's officer or other person employed for the preservation and maintenance of the public peace, acting in the course of his duties, or
- (b) a warden, deputy warden, instructor, keeper, gaoler, guard or other officer or permanent employee of a prison, acting in the course of his duties,

or counselled or procured another person to do any act causing or assisting in causing the death.";

...2

P.C. 1968-49

- 2 -

AND WHEREAS none of the persons presently under sentence of death come within the scope of said subsection (2) of section 202A;

AND WHEREAS in the opinion of the Solicitor General it is generally recognized and expected that having regard to the present state of the law in relation to the crime of murder the sentence of death will not be executed in any of the aforementioned cases and no useful purpose can be served by postponing the decision in respect of the exercise of clemency until, as has usually been the practice in the past, the judicial proceedings are at an end.

THEREFORE, His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Solicitor General, hereby commutes the sentence of death imposed upon each of the persons hereinafter named to a term of life imprisonment in the Penitentiary designated opposite his name:

COLLIN, Robert - St. Vincent de Paul
BERNIER, Marcel - St. Vincent de Paul
MARTIN, Claude - St. Vincent de Paul
GLADU, Jean-Jacques - St. Vincent de Paul
POIRIER, Roland - St. Vincent de Paul
POIRIER, Jacques - St. Vincent de Paul
DEMERS, Roger - St. Vincent de Paul
BROWN, Douglas - St. Vincent de Paul
BOOTH, Douglas Joseph - Kingston
BOIVIN, Jean-Jacques - St. Vincent de Paul
DELEON, David Albert - St. Vincent de Paul
BOIVIN, Henri - St. Vincent de Paul
MYERS, Herbert Mathew - British Columbia
CASTELLANI, Rene Emile - British Columbia
ORTT, Harold Arthur - Kingston
BOULET, Ovila - St. Vincent de Paul.

CERTIFIED TO BE A TRUE COPY



CLERK OF THE PRIVY COUNCIL

000079



ser this message subject to the terms on back
dép. ne à expédier aux conditions énoncées au verso

OTTAWA LE 8 JANVIER 1968

ME BERNARD SARRAZIN
SHERIF DU DISTRICT DE MONTREAL
100 EST, RUE NOTRE DAME
MONTREAL P Q

GOUVERNEUR GENERAL EN CONSEIL A SUBSTITUE LES SENTENCES DE MORT
DE ROBERT COLLIN, MARCEL BERNIER, CLAUDE MARTIN, JEAN-JACQUES
GLADU, ROLAND POIRIER, JACQUES POIRIER, ROGER DEMERS, DOUGLAS
BROWN, JEAN-JACQUES BOIVIN, DAVID ALBERT DELEON, HENRI BOIVIN
ET OVILA BOULET EN SENTENCES D'EMPRISONNEMENT A PERPETUITE
PENITENCIER SAINT-VINCENT DE PAUL STOP LE TRANSFERT AU
PENITENCIER DEVRA ETRE RETARDE JUSQU'A L'ADJUDICATION DE LEURS
APPELS STOP VEUILLEZ IMMEDIATEMENT ACCUSER RECEPTION PAR
TELEGRAMME REPETANT MESSAGE QUI PRECEDE STOP LETTRE SUIVRA.

D H CHRISTIE

POUR LE SOLICITEUR GENERAL ADJOINT

check mots	full rate plein tarif	day letter lettre de jour	night letter lettre de nuit	tolls coût
charge account no. numéro du compte	cash number numéro de caisse			
sender's name for reference only nom de l'expéditeur pour référence seulement				
address and telephone adresse, téléphone				

6102b



send this message subject to the terms on back
dérache à expédier aux conditions énoncées au verso

OTTAWA LE 8 JANVIER 1968

SCUS-MINISTRE
MINISTRE DE LA JUSTICE DU QUEBEC
HOTEL DU GOUVERNEMENT
QUEBEC P Q

GOVERNEUR GENERAL EN CONSEIL A SUBSTITUE LES SENTENCES DE
MORT DE ROBERT COLLIN, MARCEL BERNIER, CLAUDE MARTIN,
JEAN-JACQUES GLADU, ROLAND POIRIER, JACQUES POIRIER, ROGER
DEMERS, DOUGLAS BROWN, JEAN-JACQUES BOIVIN, DAVID ALBERT
DELEON, HENRI BOIVIN ET OVILA BOULET EN SENTENCES
D'EMPRISONNEMENT A PERPETUITE PENITENCIER SAINT-VINCENT DE
PAUL.

D H CHRISTIE
POUR LE SOLICITEUR GENERAL ADJOINT

check mots	full rate plein tarif	day letter lettre de jour	night letter lettre de nuit	tolls coût
charge account no. numéro du compte	cash number numéro de caisse			
sender's name for reference only nom de l'expéditeur pour référence seulement				
address and telephone adresse, téléphone				

6102b



send this message subject to the terms on back
dépêcher expédier aux conditions énoncées au verso

OTTAWA LE 8 JANVIER 1968

ME GUY GERMAIN
AVOCAT
637, 51^{ème} RUE
SHAWINIGAN P Q

e. c. 947

GOUVERNEUR GENERAL EN CONSEIL A SUBSTITUE LA SENTENCE DE MORT
DE MARCEL BERNIER EN SENTENCE D'EMPRISONNEMENT A PERPETUITE
PENITENCIER SAINT-VINCENT DE PAUL.

D H CHRISTIE
POUR LE SOLLICITEUR GENERAL ADJOINT

check mots	full rate plein tarif	day letter lettre de jour	night letter lettre de nuit	tolls coût
charge account no. numéro du compte	cash number numéro de caisse			
sender's name for reference only nom de l'expéditeur pour référence seulement				
address and telephone adresse, téléphone				

000082

Canadian National Railway Company (Telecommunications Department)

Hereinafter called the Company.

J. R. White, general manager, Toronto.

Terms and conditions upon which telegraph and cable messages shall be transmitted are prescribed by Order No. 49274, dated December 5th, 1932, of the Board of Transport Commissioners for Canada and published in The Canada Gazette.

It is agreed between the sender of the message on the face of this form and this Company that said Company shall not be liable for damages arising from failure to transmit or deliver, or for any error in the transmission or delivery of any unrepeatable telegram, whether happening from negligence of its servants or otherwise, or for delays from interruptions in the working of its lines, for errors in cipher or obscure messages, or for errors from illegible writing, beyond the amount received for sending the same.

To guard against errors, the Company will repeat back any telegram for an extra payment of one-half the regular rate; and, in that case, the Company shall be liable for damages suffered by the sender to an extent not exceeding \$200.00, due to the negligence of the Company in the transmission or delivery of the telegram.

Correctness in the transmission and delivery of messages can be insured by contract in writing, stating agreed amount of risk, and payment of premium thereon at the following rates, in addition to the usual charge for repeated messages, viz.: one per cent for any distance not exceeding 1,000 miles, and two per cent for any greater distance.

This Company shall not be liable for the act or omission of any other Company, but will endeavour to forward the telegram by any other Telegraph Company necessary to reaching its destination, but only as the agent of the sender

and without liability therefor. The Company shall not be responsible for messages until the same are presented and accepted at one of its transmitting offices; if a message is sent to such office by one of the Company's messengers, he acts for that purpose as the sender's agent; if by telephone, the person receiving the message acts therein as agent of the sender, being authorized to assent to these conditions for the sender. This Company shall not be liable in any case for damages, unless the same be claimed, in writing, within sixty days after receipt of the telegram for transmission.

No employee of the Company shall vary the foregoing.

La Compagnie des Chemins de fer Nationaux du Canada (Service des Télécommunications)

Ci-après nommée la Compagnie.

J. R. White, directeur général, Toronto.

Les termes et conditions suivant lesquels les télégrammes et câblogrammes doivent être transmis sont prescrits par les ordonnances nos 49274 et 57471 de la Commission des Transports du Canada portant respectivement la date du 5 décembre 1932 et du 22 mai 1939, et publiées dans la Gazette du Canada.

Il est convenu entre la Compagnie et l'expéditeur de la dépêche écrite au verso que ladite Compagnie n'encourra aucune responsabilité au delà du montant perçu pour la transmission de ladite dépêche, à l'égard de tous dommages pouvant résulter du défaut de transmission ou de livraison, ou d'une erreur dans la transmission ou la livraison de toute dépêche non répétée, que ces dommages soient imputables à la négligence des employés de ladite Compagnie ou autrement, ou à des retards causés par une interruption dans le fonctionnement de

ses lignes, ou à toute erreur dans des dépêches chiffrées ou de sens obscur, ou à toute erreur due à une écriture illisible.

Pour éviter tout risque d'erreur, la Comp. répétera toute dépêche moyennant un verse t supplémentaire de la moitié du tarif régulier, et dans ce cas, la responsabilité de la Compagnie vis-à-vis de l'expéditeur sera limitée à \$200 à l'égard de tous dommages dus à la négligence de la Compagnie dans la transmission ou la livraison de la dépêche.

On peut s'assurer contre tout risque d'erreur dans la transmission et la livraison des dépêches, au moyen d'un contrat écrit stipulant le montant de l'assurance, et sur paiement (en sus du taux ordinaire pour les dépêches répétées) d'une prime calculée sur la base suivante: soit, 1 p. 100 du montant assuré, pour toute distance n'excédant pas 1,000 milles, et 2 p. 100 pour toute distance plus grande.

Ladite Compagnie ne sera pas responsable du fait ou de l'omission d'une autre Compagnie mais s'efforcera de transmettre toute dépêche par toute Compagnie de télégraphe dont il faudra se servir afin de faire parvenir la dépêche à destination, mais la Compagnie n'agira en ce cas qu'en qualité d'agent de l'expéditeur et sans assumer de responsabilité. La Compagnie n'assumera de responsabilité qu'à l'égard des dépêches présentées et acceptées à l'un de ses bureaux d'expédition; lorsqu'une dépêche est expédiée à un tel bureau par un messenger de la Compagnie, ce messenger sera sensé être l'agent de l'expéditeur; lorsqu'une dépêche est communiquée par téléphone, la personne qui la reçoit sera sensée agir pour l'expéditeur et avoir l'autorité nécessaire pour consentir aux présentes en son nom. La Compagnie ne répondra d'aucuns dommages, à moins qu'avis ne lui en soit donné par écrit dans les 60 jours qui suivront la remise de la dépêche pour transmission.

Aucun employé de la Compagnie n'a le droit de changer les présentes conditions.

H. J. Clarke, general manager • directeur général, Toronto

6117b

local time • heure locale

MOA370 MO

FXA033FX033 68 COLLECT

XX.

FX MONTREAL QUE 8 251P EST

D H CHRISTIE, SOLICITEUR GENERAL ADJOINT, EDIFICE DE LA JUSTICE
AN ANS MO GA192 OTTAWA-ONT

ACCUSE RECEPTION MESSAGE INFORMANT QUE GOUVERNEUR GENERAL
EN CONSEIL A SUBSTITUE LES SENTENCES DE MORT DE ROBERT COLLIN
MARCEL BERNIER CLAUDE MARTIN JEAN JACQUES GLADU ROLAND POIRIER
JACQUES POIRIER ROGER DEMERS DOUGLAS BROWN JEAN JACQUES
BOIVIN DAVID ALBERT DELEON HENRI BOIVIN ET OVILA BOULET
EN SENTENCES D'EMPRISONNEMENT A PERPETUITE PENITENCIER SAINT
VINCENT DE PAUL STOP LE TRANSFER AU PENITENCIER DEVRA ETRE RETARDE
JUSQU'A L'ADJUDICATION DE LEURS APPELS

▲ ME BERNARD SARRAZIN SHERIF DU DISTRICT DE MONTREAL
(04).

1968 JAN 8 PM 3 39

Ottawa 4, Ontario.
ce 8 janvier 1968.

Cher monsieur,

J'ai reçu instructions de vous informer que son Excellence le Gouverneur Général en Conseil a, selon son bon plaisir, ordonné que les sentences de mort imposées à Robert Collin, Marcel Bernier, Claude Martin, Jean-Jacques Gladu, Roland Poirier, Jacques Poirier, Roger Demers, Douglas Brown, Jean-Jacques Boivin, David Albert Daleon, Henri Boivin et Ovila Boulet soient commuées dans chaque cas en sentences d'emprisonnement à vie au pénitencier de Saint-Vincent de Paul.

Le transfert des sus-dits condamnés devra être retardé jusqu'à l'adjudication de leurs appels. Dans le cas où leurs derniers recours respectifs en appel devant les Cours ne soient pas couronnée de succès vous avez autorité par la présente de les recevoir au sus-dit pénitencier.

Ces directives sont données sous l'autorité et en vertu de l'Ordre en Conseil (P.C. 1968-49, du 4 janvier 1968) dont vous trouverez ci-inclus copie certifiée et de l'article 656 du Code Criminel.

Je vous saurais gré d'accuser réception de cette lettre.

Bien à vous,

D. H. CHEN

pour le Solliciteur Général Adjoint.

Monsieur le Directeur,
Pénitencier Saint-Vincent de Paul,
Saint-Vincent de Paul, P.Q.

Ottawa 4, Ontario.
ce 3 janvier 1968.

Cher monsieur,

La présente fait suite à ma dépêche
d'aujourd'hui même.

J'ai reçu instructions de vous informer que
son Excellence le Gouverneur Général en Conseil a, selon son
bon plaisir, ordonné que les sentences de mort imposées à
Robert Collin, Marcel Bernier, Claude Martin, Jean-Jacques
Gladu, Roland Poirier, Jacques Poirier, Roger Demers, Douglas
Brown, Jean-Jacques Boivin, David Albert Deleon, Henri Boivin
et Cylla Boulet soient commuées dans chaque cas en sentences
d'emprisonnement à vie au pénitencier de Saint-Vincent de
Paul.

Le transfert des sus-dits condamnés devra
être retardé jusqu'à l'adjudication de leurs appels. Dans
le cas où leurs derniers recours respectifs en appel devant
les Cours ne soient pas couronnés de succès vous avez
autorité par la présente de les transférer au sus-dit
pénitencier.

Ces directives sont données sous l'autorité
et en vertu de l'Ordre en Conseil (P.C. 1968-49, du
4 janvier 1968) et de l'article 656 du Code Criminel.

Je vous saurais gré d'accuser réception de
cette lettre.

Bien à vous,

D. H. CHAPMAN
pour le Solliciteur Général Adjoint.

M. Bernard Sarrazin, c.r.,
Shérif du District de Montréal,
100 est, rue Notre Dame,
Montréal, P.Q.



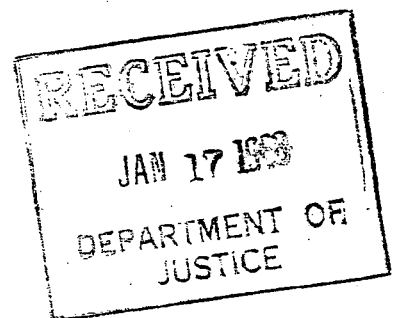
BUREAU DU SHERIF

PALAIS DE JUSTICE

Mr. McKay

Montréal, le 12 novembre 1968

M. D.H. Christie,
Solliciteur Général Adjoint,
Ministère de la Justice,
Edifice de la Justice,
Ottawa, Ont.



Sujet: condamnés,
sentences de mort

Monsieur,

Nous accusons réception de votre lettre du 8 janvier 1968, nous faisant part que son Excellence le Gouverneur Général en Conseil a, selon son bon plaisir, ordonné que les sentences de mort imposées à Robert Collin, Marcel Bernier, Claude Martin, Jean-Jacques Gladu, Roland Poirier, Jacques Poirier, Roger Demers, Douglas Brown, Jean-Jacques Boivin, David Albert Deleon, Henri Boivin et Ovila Boulet soient commuées dans chaque cas en sentences d'emprisonnement à vie au pénitencier de Saint-Vincent de Paul.

Le transfert des sus-dits condamnés sera retardé jusqu'à l'adjudication de leurs appels. Dans le cas où leurs derniers recours respectifs en appel devant les Cours ne soient pas couronnés de succès, ils seront transférés en vertu de l'Ordre en Conseil (P.C. 1968-49, du 4 janvier 1968) et de l'article 656 du Code Criminel.

Veuillez me croire,
Votre très dévoué,

Monique Goli

pour Léopold Bertrand,
Shérif-adjoint du district de Montréal.

LB/mc.

Ottawa 4, Ontario.
January 29, 1968.

RE: Capital Cases

Dear Sir:

By Order in Council P.C. 1968-49, dated January 4, 1968, the Governor General in Council commuted the sentence of death imposed upon each of the following persons to a term of life imprisonment in the Penitentiary designated opposite his name:

COLLIN, Robert - St. Vincent de Paul
BERNIER, Marcel - St. Vincent de Paul
MARTIN, Claude - St. Vincent de Paul
GLADU, Jean-Jacques - St. Vincent de Paul
POIRIER, Roland - St. Vincent de Paul
POIRIER, Jacques - St. Vincent de Paul
DENERS, Roger - St. Vincent de Paul
BROWN, Douglas - St. Vincent de Paul
BOOTH, Douglas Joseph - Kingston
BOIVIN, Jean-Jacques - St. Vincent de Paul
DELEON, David Albert - St. Vincent de Paul
BOIVIN, Henri - St. Vincent de Paul
MYERS, Herbert Mathew - British Columbia
CASTELLANI, Rene Emile - British Columbia
ORTT, Harold Arthur - Kingston
BOULET, Ovila - St. Vincent de Paul

In each case the judicial proceedings with respect to the appeal had not been completed and, under the circumstances, the sheriff and warden were instructed that the transfer to the penitentiary was to be held in abeyance pending the disposition of the final appeal.

Although our files are not complete, they are available for your examination whenever you may require them.

Yours truly,

Original signed by
D. H. CHASTIE

Assistant Deputy
Attorney General.

Mr. A.J. MacLeod, Q.C.,
Commissioner of Penitentiaries,
Justice Building,
Ottawa, Ontario.

Ottawa 4, Ontario.
January 29, 1968.

RE: Capital Cases

Dear Sir:

By Order in Council P.C. 1968-49, dated January 4, 1968, the Governor General in Council commuted the sentence of death imposed upon each of the following persons to a term of life imprisonment in the Penitentiary designated opposite his name:

COLLIN, Robert - St. Vincent de Paul
BERNIER, Marcel - St. Vincent de Paul
MARTIN, Claude - St. Vincent de Paul
GLADU, Jean-Jacques - St. Vincent de Paul
POIRIER, Roland - St. Vincent de Paul
POIRIER, Jacques - St. Vincent de Paul
DEMERS, Roger - St. Vincent de Paul
BROWN, Douglas - St. Vincent de Paul
BOOTH, Douglas Joseph - Kingston
BOIVIN, Jean-Jacques - St. Vincent de Paul
DELEON, David Albert - St. Vincent de Paul
BOIVIN, Henri - St. Vincent de Paul
MYERS, Herbert Mathew - British Columbia
CASTELIANI, Rene Emile - British Columbia
ORTT, Harold Arthur - Kingston
BOULET, Ovila - St. Vincent de Paul

In each case the judicial proceedings with respect to the appeal had not been completed and, under the circumstances, the sheriff and warden were instructed that the transfer to the penitentiary was to be held in abeyance pending the disposition of the final appeal.

Although our files are not complete, they are available for your examination whenever you may require them.

Yours truly,

Original signed by
D. H. CHRISTIE

Assistant Deputy
Attorney General.

Mr. T.G. Street, Q.C.,
Chairman,
National Parole Board,
116 Lisgar Street,
Ottawa, Ontario.

Ottawa 4, Ontario.
January 29, 1968.

Dear Sir:

I am returning herewith your files with respect
to the following persons:

PS-C-2160	- Douglas Booth
R-147651 and	
E 2574	- Robert Collin
E-L-24	- Claude Martin
ESV 6422	- Roland Jacques Poirier
R-104203-A	- Marcel Bernier
R-138631-E and	
E 24152	- Ovila Boulette
ESV-9701	- Henri Boivin

Yours truly,

J.A. Bélisle,
for Director,
Criminal Law Section.

Encls.

Mr. T.G. Street, Q.C.,
Chairman,
National Parole Board,
Sir Wilfrid Laurier Building,
340 Laurier Avenue West,
Ottawa, Ontario.

Ottawa 4, Ontario.
January 29, 1968.

Dear Sir:

I am returning herewith your files with respect
to the following inmates:

24 -	Claude Martin
6422 -	Roland Poirier
9773 -	Marcel Bernier
3636 -	Robert Collin

I might add that your files relating to Ovilla
Boulet and Henri Boivin were returned, on request, to your
messenger on January 22nd, 1968.

Yours truly,

J.A. Bélisle,
for Director,
Criminal Law Section.

Encls.

The Commissioner,
Canadian Penitentiaries Service,
Justice Building,
Ottawa, Ontario.

NEWSPAPER CLIPPINGS

C.C. 947

MARCEL BERNIER

MAY 12 1968

CE 947

Buried Bodies Found

Ex-Gravedigger Faces 2 Murder Charges

SHAWINIGAN, Que. (CP) — Marcel Bernier, 43, was arraigned yesterday on capital murder charges in the deaths of a girl and a woman whose bodies were found near here recently in unmarked graves.

Bernier, a former gravedigger, is charged with slaying Denise Therrien, 16, and Laurette Beaudoin, 39.

Miss Therrien disappeared in August, 1961, after leaving home to take a baby-sitting job. Her body was found two weeks ago in a shallow grave in the woods eight miles from Shawinigan.

Miss Beaudoin's body was found a month ago, buried in the Shawinigan cemetery where Bernier worked. The skulls of both victims showed evidence of multiple fractures.

Bernier was arraigned in a deserted courtroom late yesterday little more than an hour after two coroner's juries found him criminally responsible for both deaths.

He is to appear for preliminary hearing on both charges Friday.

The Therrien girl disappeared after taking a bus to see about a baby-sitting position. Her body was found at the base of a hill near this city 90 miles northeast of Montreal.

Bernier then was held by Quebec provincial police at headquarters in Montreal pending the inquests.

Miss Beaudoin knew he had Miss Therrien's wallet and had asked him for \$150, he said. He buried her body in a grave he had dug the previous day in the Shawinigan cemetery. At both inquests, Bernier testified under the protection of the court, which means that his testimony cannot be used against him in subsequent court proceedings.

He said he got Miss Therrien into his truck Aug. 8, 1961, by asking her whether she was the girl hired to work for Claude Marchand, a fictitious name he gave the day

before at the employment office.

He drove down a secondary road and stopped in a wooded area. She began to scream for help when he asked her for a kiss, he said, so he put his hand over her mouth, pushed her down on the seat and struck her on the head with a length of pipe.

Bernier testified he dragged the body into the woods and buried it under about a foot of earth. He later burned the girl's purse, left behind in the truck, but kept the wallet it contained.

Bernier said it was he who led police to the grave.

On several occasions he re-

plied "I don't know" when pressed for the reason why he took the girl to the remote spot.

He was questioned about his motive by a jurymen, by lawyer Pierre Deschenes, who represented the Therrien family, and by Judge Leon Girard, who presided at both inquests in place of a coroner.

Dr. Jean-Paul Valcourt of the Quebec Provincial Medico-Legal Laboratory testified that Miss Therrien's skull showed evidence of multiple fractures, as did that of Miss Beaudoin.

Bernier testified that Miss Beaudoin had "threatened to disclose things that I wouldn't like."

He said that one day in April, 1962, the woman had asked him to meet her. They met in a hotel, had a drink and then drove to the cemetery where he worked.

On entering a small house there he occupied, he testified, she asked him for \$150 by the following noon.

Replying to a question by Judge Girard as to what disclosure the woman had threatened to make, he said: "It was about Denise Therrien."

He also said Miss Beaudoin knew he had the Therrien girl's wallet.

Charged with 2 murders

SHAWANIGAN, Que. (CP) — Capital murder charges were laid Tuesday against former grave-digger Marcel Bernier, a sometimes cocky little man, who testified that he buried the budgeoned bodies of a girl and a woman in unmarked graves near here more than three years ago.

The long-buried remains of Denise Therrien, 16, and Laurette Beaudoin, 38, were found last month.

Miss Therrien disappeared in August, 1961, after leaving home to take a baby-sitting

job and Miss Beaudoin in April, 1962, after telling friends that she knew what had happened to the Therrien girl.

Dwarfed by his escort of six Quebec Provincial Police-men, the wiry-haired and bespectacled Bernier, 43, showed no emotion as the two charges were read. He was arraigned in a deserted courtroom late in the day, little more than an hour after two five-man coroner's juries had found him criminally responsible for the deaths.

Judge Leon Girard ordered Bernier to appear Friday for preliminary hearing on both charges.

Bernier, who testified at both inquests, said he struck the teen-ager on the head with a length of pipe after she resisted his advances on a deserted road a few miles outside the city.

In Miss Beaudoin's case, he said he recalled bringing a piece of pipe from the garage and struggling with her in his home after she "threatened to disclose things."

Murder Charges Follow Inquest

Former Gravedigger Admits Beating, Then Burying Denise

By WILLIAM WARDWELL

Star Staff Reporter

SHAWINIGAN, May 12—The Denise Therrien mystery that has haunted Shawinigan for nearly four years may be solved at last.

Marcel Bernier, a 43-year-old former gravedigger, told a coroner's jury yesterday he beat the pretty teenager on the head with a metal bar and buried her in a lonely ravine eight miles from home after she resisted his advances.

Bernier took the stand at two inquests, where he unfolded a fiction-like story of bludgeoning the girl, being blackmailed by a woman, and committing a second slaying to cover up the first.

Late yesterday afternoon Bernier was arraigned on two charges of capital murder: of Denise Therrien on Aug. 8, 1961, and of Mrs. Laurette Beaudoin Ekenchuck, 39, sometime between May 15 and July 15, 1962.

Sessions Judge Léon Girard, who had been specially appointed by Attorney General Claude Wagner to conduct both inquests, presided also at Bernier's arraignment.

No pleas were asked and Bernier was remanded to Friday



MRS. L. B. EKENCHUCK

for preliminary hearings. The date was set for form only, the judge said. Another judge will conduct the hearings, which aren't expected to take place until late this month or early June.

Meantime Bernier is scheduled to appear here tomorrow for preliminary hearing on an attempted murder charge stemming from the same case.

The intended victim, according to the charge, was the priest in charge of St. Michel Cemetery, Shawinigan South, where Mrs. Beaudoin Ekenchuck's remains were found buried five weeks ago following Bernier's arrest.

The remains of the Therrien girl were found April 30 at St. Theophile du Lac.

"She (Denise) screamed 'Maman' and 'Au secours' (Help) when I tried to kiss her," the wiry, five-foot-tall Bernier testified.

"I clapped my hand over her mouth. I pulled her back onto the seat of my truck and I hit her with the bar."

Bernier appeared to become confused, and at one time he seemed on the verge of tears as an overflow audience watched and listened. Occasionally he smiled.

Three times he mentioned that a "helicopter was flying

PRESS CLIPPING SERVICE, DEPARTMENT OF LABOUR, CANADA

MAY 12 1965

overhead" at the time of his struggle with the girl.

He admitted he had made calls to an employment service office in Shawinigan, using fictitious names and asking to be put in touch with girls who would baby-sit.

Bernier testified he met Denise at a bus stop near the cemetery where he worked at about 8.45 a.m. Aug. 8, 1961.

He said he told her of having been sent by a "Mr. Marchand," who was to have met the girl to talk about a three-week job taking care of two children.

"I told her Mr. Marchand had been unable to make it and had asked me to drive her to his cottage," Bernier testified.

He was granted the protection of the court under the Canada Evidence Act at both the Denise Therrien and the Laurette Beaudoin Ekenchuck inquests. This meant, Judge Girard told him, that none of his testimony could be used against him at any subsequent civil or criminal proceeding, on condition that he tell the truth.

Judge Girard asked Bernier if Denise was dead after he struck her with the metal bar.

"I don't know . . . I didn't realize," Bernier said.

The judge: "But you can't have buried her for nothing?"

Bernier: "I don't know."

He was asked by Pierre Deschênes, counsel to the Therrien family: "Did you intend to kill her?"

Bernier: "I don't know. There was a helicopter overhead. It all happened very quickly."

Bernier testified he dragged the bleeding girl from the truck and buried her. He said he took her purse. This he later burned but he kept the red wallet he found in it.

He replied "Yes" when asked if it was he who eventually led Quebec Provincial Police to the girl's grave.

Mr. Deschênes: "You've said you tried to kiss her. Is that all you asked her to do?"

Bernier: "Yes, I can swear that was all I asked of that child."

Judge Girard: "Did you have any other ideas at the time?"

Bernier: "No. Something

happened very suddenly. She screamed."

The girl's 47-year-old father Henri, a textile mill engineer, and her mother stumbled from the courtroom as Dr. Jean Paul Valcourt, provincial pathologist, began to testify about the girl's remains. The skull, he said, had been fractured several times on top and on both sides.

Only the girl's skeleton remained, the pathologist said. Her clothing, including white sneakers, a crinoline, a skirt, were discolored and eaten away by nearly four years in the ground. Some of her undergarments appeared to have remained on her in a normal position, Dr. Valcourt said.

He testified that the identification of the girl was made by studying the bone structure. She was about five feet to five feet two inches tall, and her bone joints enabled him to be "certain" that she was about 17 at time of death.

Dr. Valcourt testified six of the girl's 26 teeth had fillings and that her lower jaw showed she had had two molars extracted.

A wristwatch was found

around the bones of her lower left arm.

Her father Henri testified he had taken her to the dentist, a Dr. Lafleur in Shawinigan South, for fillings. He testified he remembered about the extraction of the molars "because the doctor asked for my permission to do it."

Mr. Therrien testified a glass bead Rosary, found a year later in the cemetery where Mrs. Beaudoin Ekenchuck was buried, came from his household.

Bernier said "pills, goofballs" he was taking in 1961 were the only reasons he could give for making fake applications to the unemployment office for baby-sitters.

He testified at the earlier inquest into the death of Mrs. Beaudoin Ekenchuck, blonde mother of three and estranged from her husband, that he became a "blackmail" victim sometime in April 1962.

He testified his last meeting with her came one night in May of that year when she summoned him by phone to meet her in her home town of nearby Grand'mère.

He said he met her and drove her in his truck to St. Michel

Cemetery in Shawinigan South, where he had a watchman's cottage.

"She asked me for \$150 by the next noon," Bernier testified. I said that I couldn't raise that amount of money overnight. She got mad and threatened to disclose things I wouldn't like.

Bernier was asked by Judge Girard: "What was the nature of the threat?"

Bernier: "It was about Denise Therrien. She knew I'd had Denise Therrien's wallet."

"About a week earlier I had reached in my pocket to give Laurette (Beaudoin Ekenchuck) some money and the wallet fell out."

Bernier testified Laurette snatched the wallet, opened it and saw two snapshots: Denise Therrien was in one of them.

Bernier said Laurette kept the wallet. "That started the blackmail."

He testified that when he implored her in the cemetery cottage to give him time, she got angry and tried to hit him with one of her shoes. Then she threw a vinegar bottle at him.

"I slapped her. She fell. She got up and came at me. What

happened after that I don't remember very well."

Bernier said he had some recollection of going into the garage adjoining the cottage and coming back with a length of metal pipe.

He said he told Laurette to behave herself . . . and that the next thing he remembered she was lying on the floor in a pool of blood.

"I must have struck her," he reasoned.

He testified he carried the woman to his truck and drove her to a slope at the far end of the cemetery that was reserved for babies.

He testified he put her in a grave, then went back to the garage for a can of gas-and-oil lawnmower mixture, which he poured over her. He tried to set it afire from above but failed.

He said he finally had to go down into the grave and light a match.

"I got burned a little before I got out of the grave as the fire started," Bernier said.

He was asked by Crown prosecutor Léon Lamothe: "Did you dig the grave at that time?"

Bernier: "No. I had dug it the previous day."

MAY 12 1965

Grave Digger On Trial For Murder Of Young Denise

SHAWINIGAN, Que. (CP)—Capital murder charges were laid Tuesday against former grave-digger Marcel Bernier, a sometimes cocky little man who testified that he buried the bludgeoned bodies of a girl and a woman in unmarked graves near here more than three years ago.

The long-buried remains of Denise Therrien, 16, and Laurette Beaudoin, 39, were found last month after police stepped up their investigations on orders of Quebec Attorney General Claude Wagner.

Miss Therrien disappeared in August, 1961, after leaving home to take a baby-sitting job and Miss Beaudoin in April, 1962, after telling friends that she knew what had happened to the Therrien girl.

Dwarfed by his escort of six burly Quebec Provincial Policemen, the wiry-haired and bespectacled Bernier, 43, showed no emotion as the two charges were read. He was arraigned in a deserted court-room late in

the day, little more than an hour after two five-man coroner's juries had found him criminally responsible for the deaths.

Judge Leon Girard, who matched a legal precedent set earlier this month by presiding over both inquests in place of the district coroner, ordered Bernier to appear Friday for preliminary hearing on both charges.

Bernier, who testified at both inquests, said he struck the teenager on the head with a length of pipe after she resisted his advances on a deserted road a few miles outside the city.

In Miss Beaudoin's case, he said he recalled bringing a piece of pipe from the garage after she threatened to disclose things that I wouldn't like.

At both inquests, Bernier testified under the protection of the court, which means that his testimony cannot be used against him in subsequent court proceedings.

Therrien Case Jurymen Was Accused's

SHAWINIGAN — (Gazette) — One of twelve men picked to serve on the jury in the case of a gravedigger, charged with the 1961 murder of 16-year-old Denise Therrien, admitted late yesterday afternoon he was a long-time, intimate friend and neighbor of the accused.

While the admission came as somewhat of a surprise to officials and spectators in the courtroom, neither the defense lawyer nor the two Crown prosecutors objected to his inclusion on the 12-man jury.

The juror in question, who cannot be identified in accordance with established courtroom procedures, was one of 70 prospective jurors examined yesterday.

The jury will serve in the case of 43-year-old Marcel Bernier, who was found criminally responsible in May last year for the deaths of the Therrien girl and another, woman, identified as Laurette Beaudoin, of Trois Rivières.

Bernier, short and graying, stands charged at this time with the Therrien girl's murder. She was last seen alive as she stepped off a bus a short distance from her home in

Shawinigan South on the morning of Aug. 8, 1961.

Her disappearance resulted in a continent-wide police search.

Her skeleton was dug up from a shallow grave in the Grand-Mère area in April, 1965. A few days later Bernier was picked by Provincial Police homicide squad detectives and held on a coroner's warrant.

The inquest was held here last May.

Since charged with the Therrien girl's murder, Bernier has

By Paul Dubois

been lodged in a special cell in the psychiatric wing of Montreal Jail at Bordeaux.

All day yesterday until 6 p.m. lawyers for the defence and representatives of the Crown examined prospective jurors. The 12th member of the panel was finally accepted at 6 p.m.

The juror who admitted knowing the accused said under questioning by Defence Counsel Guy Germain that he had not formed an opinion as to whether his former neighbor was guilty as charged.

"I have known the accused intimately for a number of years, we were neighbors," he told the court.

Special Crown Prosecutor Jean Bienvenu then cross-examined the prospective juror.

"Although you have known the accused personally and for a good length of time you still say you have not formed an opinion as to whether he is guilty. Are you sure you can render a judgment in this case only on the evidence produced in court and the testimony heard here?" Mr. Bienvenu asked.

"Yes, I'm quite sure I can," was the reply.

"You feel man enough and strong enough to render a just and fair verdict simply on the evidence brought out here?"

"Yes, definitely."

Special counsel Bienvenu then turned to Mr. Justice Paul LeSage, who is presiding at the trial, and said the Crown did not object to his serving on the jury.

Two other Shawinigan-area men already accepted on the panel were asked if they had any objections. They said they did not.

The accused's friend and neighbor was then sworn in as the number five juror.

RECEIVED

FEB 17 1966

DEPARTMENT OF JUSTICE



DEPARTMENT OF JUSTICE

The Gazette
Feb. 25/66

Bernier Sentenced To Hang

SHAWINIGAN — (Gazette) — A Shawinigan gravedigger was sentenced to death last night for the murder of 16-year-old Denise Therrien.

After the jury returned a swift verdict of guilty on the capital murder charge and declined to recommend mercy, impassive Marcel Bernier, 43, merely praised his lawyer when given a chance to comment before sentenced was pronounced.

"I want to thank my lawyer Guy Germain for the good work he has done for me and extend to him my greatest

gratitude," Bernier said as the standing room only courthouse crowd hung on to his every word.

Justice Paul Lesage of Quebec City, then put on the traditional tricorne and pronounced the death sentence to be executed July 22. However, appeals of capital murder verdicts are now automatic.

The swarthy, stockily-set accused didn't flinch when the jury returned the murder verdict after only 40 minutes deliberation or when it took just 15 minutes of further consultation before declining to recom-

mend clemency.

Jean Bienvenu, special Crown prosecutor, had called for a capital murder verdict with no clemency in his summation to the jury.

Henri Therrien, father of the victim, sat almost speechless and had tears in his eyes on hearing the verdict.

Mr. Therrien had stoutly defended his opinion that there was foul play in the disappearance of his daughter five years ago despite the many rumors to the contrary that were the talk of the St. Maurice Valley.

Justice Lesage bore down hard on the key evidence on which the Crown had based its case, during his instruction to the jury.

A Quebec Provincial Police corporal, Roland Labissionniere, was the only witness to testify that Bernier admitted killing the Therrien girl.

A member of the Rimouski detachment, he followed orders to disguise himself as a prisoner after Bernier was arrested last spring. He refused to tell Bernier the details of his own faked-up crime but said the accused told him "in substance that he had killed the girl".

(Continued on Page 2)

From Page 1

Bernier

Justice Lesage said there is no legal basis for declining to condemn a man on the strength of just one person's testimony, unless the witness had collaborated in the crime.

While he said spiriting the QPP agent into the Montreal headquarters cell next to Bernier's was a subterfuge, the judge stressed that this is "not disallowed by law".

The defence, while not calling one witness, attempted to cast doubt on the credibility of the undercover agent on the ground that Bernier, who had told relatives that he was the only one who knew where the girl was buried, never told anybody else he had killed her.

The judge also instructed the jury it is not absolutely necessary to establish a motive as long as there is convincing evidence of the crime itself.

In calling for a no-clemency verdict Mr. Bienvenu told the

jury to "ask yourself if she asked, and was granted, clemency in the cabin or forest where she was killed.

Mr. Bienvenu called for a verdict without pity or weakness, saying the victim was shown neither pity or weakness.

Defence lawyer Guy Germain told the jury in his remarks that the evidence may single out his client as the man who buried the victim—but there was no proof he killed her.

Miss Therrien's body was found last spring in heavy woods seven miles north of here.

The girl was last seen alive Aug. 8 1961, getting off a bus near the cemetery on the outskirts of Shawinigan. She was answering a provincial employment service request for help through a man who called himself Claude Marchand over the telephone.

PRESS CLIPPING SERVICE, DEPARTMENT OF LABOUR, CANADA

FEB 25 1966

Quebec grave-digger sentenced to hang

SHAWINIGAN, Que. (CP)

—Former grave-digger Marcel Bernier, 44, was sentenced last night to be hanged July 22 for the capital murder 4½ years ago of 16-year-old Denise Therrien.

The 12-man jury brought in a verdict of guilty as charged, and made no recommendation for clemency.

After the jury retired to deliberate, Crown Prosecutor Jean-Bienvenu recommended that no clemency be shown Bernier if convicted.

The prosecutor said that if the jury found Bernier guilty, it should be asked by Mr. Justice Paul Lesage whether or not it would recommend clemency.

"I ask you in advance, gentlemen, in the name of society, which I represent here, to reply that there should be no clemency for the accused man," he said.

"Ask yourselves whether she (Denise Therrien) asked for clemency in the cabin, or in the forest, when she was murdered in August, 1961."

Denise disappeared more

than 4 years ago when she left her home to meet a man about a babysitting job. The man had identified himself on the telephone as Claude Marchand and the meeting was to have taken place at a cottage opposite Shawinigan's St. Michel Cemetery where Bernier worked as a grave-digger.

Her skeleton, the skull shattered by a blunt instrument, was found in a shallow grave in a lonely ravine south of Shawinigan in April last year.

RECEIVED

MAR 4 1966

DEPARTMENT OF
JUSTICE

PRESS CLIPPING SERVICE, DEPARTMENT OF LABOUR, CANADA

FEB 15 1966

Friend

Gravedigger On Trial For Murder

SHAWINIGAN, Que. (CP)—
Former gravedigger Marcel
Bernier goes on trial today for
the capital murder of Denise
Therrien, 16, who disappeared
after leaving home to apply for
a baby-sitting job 4½ years
ago.

The court adjourned late
Monday after selecting 12 jur-
ors to try the case.

Bernier, 44, was a gravedig-
ger in this community 90 miles
northeast of Montreal until his
arrest in connection with Miss
Therrien's disappearance Aug.
8, 1961.

Her skeleton was found in a
lonely ravine eight miles from
Shawinigan last April 30, and
Bernier was found criminally
responsible for her death by a
coroner's jury last May.

RECEIVED

FEB 24 1966

DEPARTMENT OF
JUSTICE